

GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 30 -- 1^{er} octobre 2003

>gazettegb@yahoo.fr<

><http://ggb.0catch.com><

News in French, Spanish, Italian and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

US GO HOME

LES "LIBÉRATEURS" DANS LE COLLIMATEUR

**GULLIVER EMPÊTRÉ
ENLISÉS JUSQU'AUX YEUX
LES YANKIS NE SAVENT PAS OÙ ILS SONT
COMME D'HABITUDE**

**C'EST COMME À LA FOIRE
1 DOLLAR LE CARTON**

**IL N'Y A PAS DE TERRORISME PALESTINIEN
IL N' A QUE LA LÉGITIME RÉSISTANCE**

L'ANTISIONISME LEUR FOUT LA TROUILLE

**L'OMAR À L'AMÉRICAINNE
EST TRÈS INDIGESTE**

LE TOURISME IRAKIEN EN BAISSÉ

BOUCHOT ET BLAIREAU VERS LA ROCHE TARPÉIENNE

Ce numéro de la Gazette a été réalisé avec la contribution, volontaire ou involontaire, de Ilan Greilsammer, James Petras, Patrick Seale, Elaine Cassel, Ginette Hess-Skandrani, Timothy Potts, Douglas Davis, John Pilger, Serge Thion, Amos Harel, Dan Eggen, Mark Fitelman, Ernesto Cienfuegos, Arno Weinstein, Israël Shamir, Francis Deron, Terry Lodge, et beaucoup d'autres...

"The Holocaust" has also been the linchpin upon which the powerful Israeli lobby in the United States has brow-beaten Congress into soaking the American taxpayers for U.S. foreign aid giveaways to Israel, not to mention requiring unswerving congressional support for any and all actions by the state of Israel. The direct result of this, of course, has been that virtually the entire Arab world – and, indeed, the entire Islamic world – is now steadfastly allied against the United States, putting Americans at risk wherever they go throughout the world – not to mention their risk to being victims of terrorism at home. This all a consequence of the focus on the Holocaust. Michael Piper Collins, *Best Witness*, 1994.

Iraq, with the world's second-highest reserves of oil, is now importing fuel from other oil producing countries to meet domestic demands. Robert Fisk, 9 septembre 2003.

Comparez la sionisme au nazisme, c'est insulter le nazisme. Abdel Aziz Rantissi, militant palestinien, 31 aout

"If you count the Najaf dead as typical of just two or three other major cities, and if you add on the daily Baghdad death toll and multiply by seven, **almost 1,000 Iraqi civilians are being killed every week** - and that may well be a conservative figure." Robert Fisk, début septembre 2003.

"We have seen that when we have an incident in the conduct of our operations, when we killed an innocent civilian, based on their ethic, their values, their culture, they would seek revenge," Lt. Gen. Ricardo Sanchez was quoted as telling *The Times* newspaper in London.

The sheer quantity of technology, weapons and money that were transferred [from USA] to [Saddam Hussein's] Iraq over roughly the same period [Iraq-Iran War] dwarfs anything that went to Iran [of Irangate memory]. Ted Koppel, ABC NEWS Nightline Show # 2690 - Air Date: September 13, 1991.

In hindsight, I can only conclude that some of our own Washington bureaucrats have been protecting the Al Qaeda leadership and their oil-rich Saudi backers from investigation for more than a decade. John Loftus, *Moment Magazine*, juin 2003.

édito

D'habitude, *Le Monde* met deux ou trois mois à confirmer les informations de la *Gazette*. Mais, soudain, on a vu une accélération. Quelques jours à peine après notre publication, au sein de l'édito, de l'article percutant de cette vieille canaille de socialo-sioniste, Avraham Burg, annonçant la fin du sionisme, il se retrouvait en première page du *Monde* ! (11 septembre 2003).

Et maintenant, répondant à la campagne à laquelle nous participons activement, voilà que le péteux porte-parole de la gauche israélienne (c'est-à-dire la gauche sioniste, héritière des colons socialistes racistes) vient nous supplier de ne pas réclamer "un seul Etat" en Palestine. (Voir plus bas, JÉRÉMIADE). Il en veut deux. Mais qui en veut deux ? Les gouvernements israéliens, de gauche comme de droite, ont eu tout loisir, depuis 1947, et la résolution des Nations Unies prônant la création d'un Etat arabe palestinien en Palestine, d'en faciliter la création. Toutes ces négociations à Camp David, à Oslo, à Tabah et à Pétaouchnoq avaient pour fonction de préparer les conditions pour l'émergence d'un Etat palestinien et systématiquement, les dirigeants israéliens ont menti, saboté, renié leur signature de promesse de l'autonomie, bref ont tout fait pour empêcher la création de cet Etat. Il n'est donc pas logique, et ce Greilsammer devrait le savoir, de venir nous pleurer dans le gilet en disant que, de plus en plus, dans les milieux européens, on comprend que les deux Etats sont un mythe complet et que, comme le dit roidement Burg, il y a deux solutions possibles: ou UN Etat démocratique, dans lequel tous les habitants de Palestine, y compris les réfugiés de 48, auront la parole, et dans ce cas une majorité arabe se dessinera. Ou UN Etat juif, s'imposant par la terreur, devenant fasciste, imposant l'apartheid, et dominant par la force des armes données gratuitement par la stupidité américaine, sans borne jusqu'à présent. La gauche israélienne a beau jouer dans le registre des bons sentiments, elle a toujours été solidaire du projet sioniste, en pensant qu'il suffisait d'un peu de doigté pour mettre le suppositoire aux Arabes. Ben Gourion était un actif partisan de l'expulsion des Palestiniens. L'échec de ce projet est patent. Et d'ailleurs, faute de pouvoir le mettre en place, les gens de gauche ont dû passer la main aux frénétiques du Likoud. Ils se sont déconsidérés en participant à divers gouvernements d'union nationale et en entérinant les pires saloperies du général Charogne, succédant au froid meurtrier Itshak Shamir et à l'assassin de masse Menahem Begin. Cette gauche pleurnicharde ne mérite pas même la pitié. Elle a toujours mené la même politique que la droite, mais plus hypocritement. Son passif dans l'histoire du sionisme est d'ailleurs énorme. Nous y reviendrons.
27 septembre 2003

1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

SORTIR DE L'IMPASSE

La quatrième de couverture du livre d'Israël Adam Shamir, *L'autre visage d'Israël*, qui sort aux éditions Balland/Blanche, 415 pages, 20 euros. Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier. Texte établi par Maria Poumier.

Plus que jamais, la question palestinienne et son corollaire, l'avenir d'Israël, déchire le Proche-Orient et divise profondément la communauté internationale et la société française. La seconde Intifada est bien plus qu'un conflit local, c'est la pièce centrale d'un combat d'idées, d'une vision du monde. Les victimes d'hier peuvent-elles devenir les bourreaux d'aujourd'hui ? N'y a-t-il pas de la part du sionisme une volonté d'hégémonie et peu importe le prix à payer pour y parvenir.

Les articles d'Israël Shamir nous donnent une autre vision d'Israël: les élites fuient le pays; la récession économique est permanente; de nouveaux arrivants juifs s'isolent et s'éloignent du vrai judaïsme; des rabbins haineux tournent le dos à la foi pour assouvir leurs rêves de domination mondiale...

Dans ces articles, la Palestine est perçue comme un modèle réduit du monde. Des forces en jeu visent l'élimination de la population, la destruction de ses églises et mosquées, la dévastation de ses ressources naturelles avec le soutien appuyé et aveugle des États-Unis. Mais *a contrario*, des forces matérielles et spirituelles, nouvelles et anciennes s'y opposent, et elles font s'engager les meilleurs hommes et femmes vers la bataille pour la Palestine.

Les articles d'Israël Shamir constituent une tentative courageuse pour forger de nouveaux concepts. Tout en visant la libération de son pays, l'auteur espère contribuer aussi à la libération du discours public. Si la bataille de la Palestine était perdue, la chute de la Terre Sainte créerait un point de non-retour pour l'humanité et signifierait l'asservissement total de l'homme par les forces de la domination.

Israël Shamir est juif israélien d'origine russe, journaliste, écrivain et traducteur, il lutte avec un courage inouï pour faire entendre la voix des Israéliens qui refusent l'effroyable logique dans laquelle se fourvoient ses gouvernements successifs et croit fermement à la coexistence pacifique des différentes communautés sur la terre sacrée de Palestine grâce à la mise en place d'un seul Etat démocratique et laïc.

Nos lecteurs retrouveront une bonne partie des articles de notre ami Shamir qui ont été publiés ici, et d'autres encore. Ce livre est un marteau pour casser la tête des sionistes.

JÉRÉMIADE

Tous les périls, plus la trahison perverse par Ilan Greilsammer

De façon insidieuse et déroutante, nous assistons à un phénomène pervers à propos duquel je voudrais tirer la sonnette d'alarme.

Ce phénomène date en fait du début de la seconde Intifada, et il prend une ampleur croissante. Voici que, de plus en plus, dans divers cercles intellectuels et universitaires de gauche, surtout en France, **on commence à évoquer l'idée d'"un seul Etat" à la place de deux Etats vivant côte à côte**, l'un juif, l'autre palestinien.

De plus en plus, je lis sans y croire, sous la plume de personnes "sérieuses" qui soutenaient autrefois la gauche sioniste [**"gauche sioniste" est un concept aussi probable que "lune en fromage blanc" ou "lion végétarien"**] israélienne, l'idée que, finalement, après tout et tout compte fait, la création de l'Etat d'Israël en 1948 était une erreur, et qu'il faudrait en revenir aux solutions préconisées dans les années 1920 et 1930

d'un seul Etat arabe à minorité juive entre la mer et le Jourdain... [**C'est la seule solution qui ne soit pas CRIMINELLE.**]

Dire que l'Etat d'Israël **n'a pas de raison d'exister**, que cette expérience devrait prendre fin n'est plus une parole bannie, c'est quelque chose que l'on ose dire entre personnes de bonne compagnie, comme on ose dire d'autres choses, sur les juifs en particulier. [**Peut-on se laisser aller à dire que nous y sommes pour quelque chose ?**]

Cette "nouvelle" attitude des milieux bien-pensants constitue le retour, par la petite porte, de l'équation tristement connue "sionisme = racisme", que l'on croyait à tort jetée dans les poubelles de l'Histoire. [**Cette équation est vraie, visible tous les jours, alors pourquoi la rejeter ? Cette "gauche sioniste" est ignoble.**]

Car ce n'est plus la colonisation des territoires occupés, la violence des colons, les liquidations de dirigeants palestiniens, l'attitude de Tsahal ou la politique exécrationnelle de la droite nationaliste israélienne qui sont en cause, mais **le fait même de l'existence de l'Etat juif** au Proche-Orient.

D'où l'engouement -- oui, c'est un engouement --, d'où la fascination de ces milieux intellectuels européens, et en particulier français, pour la gauche antisioniste israélienne, dont Michel Warchawski, ancien leader de Matzpen et dirigeant du Centre d'information alternative, est peut-être le meilleur représentant. [**Nous en connaissons de meilleurs... que l'auteur n'ose même pas citer...**] Il suffit désormais d'être antisioniste, a-sioniste, post-sioniste, ou nouvel historien décrivant les massacres perpétrés par les juifs durant la guerre de 1948 pour être reçu partout à bras ouverts.

Peu importe que ces antisionistes israéliens ne représentent qu'une fraction infinitésimale de la population juive israélienne (combien sont-ils au total ? trente ? soixante ? sur... cinq millions ?) ou que les solutions qu'ils préconisent renvoient aux chimères les plus délirantes, celles d'un Etat arabe palestinien qui garantirait ses droits à la minorité juive (sic), **leurs paroles sont désormais bues avec avidité** en dehors -- et c'est ce qui est nouveau -- des groupes d'extrême gauche.

Exit [**on doit dire: Exeunt**] les Zeev Sternhell, les Eli Barnavi, les Claude Klein, les Yirmiyahou Yovel, les Amos Oz, les A.B. Yehoshoua, les David Grossmann qui représentent pourtant ce qu'il y a de meilleur et de plus intelligent dans le camp de la paix israélien. [**Des ramollos qui ne s'opposent à rien, ne refusent rien, finalement...**]

Désormais on veut entendre les voix de la "vraie" gauche israélienne, la gauche antisioniste : oui, donnez-nous, donnez-nous des gens qui nous diront que les soldats de Tsahal se conduisent comme des nazis et que Jénine, c'est comme Oradour-sur-Glane !

Certes, les positions du Meretz et de La Paix maintenant (Chalom Ahchav) ont encore une petite audience chez les gens de bonne foi et de bonne volonté, ces voix authentiques et porteuses se font encore parfois entendre sur les campus, mais, de plus en plus, on juge la gauche sioniste **trop molle, trop passive** vis-à-vis de Sharon, et surtout on la trouve beaucoup trop critique envers les Palestiniens, envers Yasser Arafat, le Hamas et les attentats... Quoi, le Hamas est-il vraiment une organisation terroriste ?

Le soutien apporté par ces milieux intellectuels en France aux représentants de l'antisionisme le plus débridé n'aura strictement aucun effet sur le conflit lui-même, sur la situation sur le terrain, sur le sort des Palestiniens et les chances d'un retour au processus de paix. [**C'est ce qu'espère cet auxiliaire des massacreurs, ce harki de la pensée...**]

Des personnalités antisionistes comme Michel Warchawski ou Ilan Pappé n'ont strictement aucune audience en Israël, même pas chez les Palestiniens, qui savent parfaitement ce qu'ils représentent dans la réalité israélienne.

Il est seulement navrant et triste que la gauche sioniste israélienne, déjà ostracisée, condamnée et isolée dans son propre pays par une droite hégémonique et agressive, se voit abandonnée dans son combat au profit de gens qui ne représentent strictement rien, mais qui viennent conforter de vieux démons.

Ilan Greilsammer est professeur de science politique à l'université Bar-Ilan (Israël)
Le Monde, 11 septembre 2003.

GROS SOUS

Who Finances the State of Israel?

James Petras

In the face of Israel's defiance of world public opinion, and its refusal to permit any international humanitarian organization to examine the results of its murderous destruction of the towns and refugee camps in the Occupied Territories, who is financing the Israeli state and why does that financing continue in the face of world opprobrium?

The attempt by the United Nations to investigate Israel's total destruction of Jenin has evoked the hostility of the entire Israeli political class. Shimon Perez (the self-styled labor moderate in Sharon's government) accused the 170 plus member United Nations Organization of "blood libel" presumably including the U.S. which voted in favor of the resolution creating the investigatory commission. **The question of who is financing the Israeli state is basic because, Israel as we know it today, is not a viable state without massive external support.** Billions of dollars are raised from a variety of Jewish and non-Jewish institutions to sustain the Israeli war machine, its policy of generous subsidies for Jews enticed to settle in colonies in the Occupied Territories and in Israel, and the high living standards of Israel's Jewish citizens. Without external aid Israel's economy would require severe cutbacks in living standards and working conditions, leading to the likely flight of most Israeli professionals, businessmen and recent overseas immigrants; the Israeli military budget would be reduced and Israel would be obligated to reduce its military interventions in the Arab East and the Occupied territories. Israel would cease being a **rentier state living on overseas subsidies** and would be obligated to engage in productive activity -- a return to farming, manufacture and services minus the exploitation of low paid Asian maids, imported Eastern European farm workers and Palestinian construction laborers.

Europe continues to privilege the importation of Israeli exports and financial services, despite overt and malicious attacks by leaders of both parties in the Sharon regime. Prominent Jewish organizations in France and England, linked to both major parties have muted any efforts to use the "trade card" to pressure Israel to accept European Union or United Nations mediation. European trade and financial ties to Israel however are not the basic prop for the Israeli war machine. The principle basis for long-term, large-scale financial support is found in the U.S., among public and private institutions. In the United States there are essentially four basic sources of financial, ideological and political support for the Israeli rentier economy:

1. Wealthy Jewish contributors and powerful disciplined fund-raising organizations.
2. The U.S. government - both Congress and the Presidency.
3. The Mass media - particularly the *New York Times*, Hollywood and the major television networks.
4. The trade union bosses and the heads of pension funds.

There is substantial overlap in these four institutional configurations. For example, Jewish supporters in the Israeli lobby work closely with Congressional leaders to secure long-term, large-scale U.S. military and economic aid for Israel. Most of the mass media and a few trade unions are influenced by unconditional supporters of the Israeli war machine and its rentier economy. Pro- Israeli Jews are disproportionately represented in the financial, political, professional, academic, real estate, insurance and mass media. While Jews are a minority in each and every one of these categories, their disproportionate power and influence stems from the fact that they are organized, active and concentrate on a single issue -- U.S. policy in the Middle East, and specifically in securing Washington's massive, unconditional, and continuing military, political and financial support for Israel. Operating from their strategic positions in the power structure, they are able to influence policy and censor any dissident voices from circulating freely in the communications and political system.

In the political sphere, pro-Israeli politicians and powerful Jewish organizations have joined force with pro-Israel ultra right-wing mass based Christian fundamentalists and powerful political leaders tied to the military-industrial complex like Secretary of Defense Rumsfeld and Vice President Cheney. Israel's unconditional support of Washington's Cold War and

subsequent anti-terrorist military offensive has strengthened ideological and military ties between U.S. right-wing political leaders, pro-Israeli politicians and the leaders of the leading Jewish organizations. The politics of Washington's new imperialism coincides splendidly with the Sharon-Peres conquest and destruction of the Occupied Territories. It is not surprising that two of the leading Pentagon advocates of Washington's permanent war doctrine and Israeli aggression are Paul Wolfowitz and Richard Perle, both staunch supporters of right-wing Jewish organizations.

The mass media in the U.S., particularly the "respectable" *New York Times* has been in the forefront of propagandizing Israeli conquest and destruction as a "defensive", "anti-terrorist war". Not a single voice or editorial in the *New York Times* has spoken of the mass killing of Palestinians civilians and Israel's destruction of priceless historical and religious sites that go back over 2000 years. While Israel's war machine destroys ancient monasteries and the heritage of world culture, the pro-Israeli mass media in the U.S. focus their critical lenses on the scandals of the Catholic clergy. The Church's protests at the Israeli shelling of the Church of the Nativity and the murder of those seeking sanctuary are thus silenced.

Wealthy and organized Jewish organizations, compliant Congressional representatives and right-wing fundamentalist organizations are not the only financial supporters of Israel. U.S. taxpayers have been funding the Israeli war machine with over \$3 billion a year of direct assistance for over 35 years (over \$100 billion and continuing). Rank and file trade union members might be surprised to learn that their pension funds have been invested in **Israel bonds with below normal rates** of return and higher risk. Despite the poor investment quality of Israel bonds, some of the U.S. largest trade unions, employee pension funds and major multi-national corporations have collectively loaned billions of dollars to the Israeli regime. In all cases, the decisions to purchase a foreign government's bonds are made by the trade union bosses and corporate fund managers **without consulting** the membership or stockholders.

Nathan Zirkin, a financial director of the Retail, Wholesale and Department Store Union when asked if his union would continue to purchase Israel bonds despite Israel's repression and arrest of Palestinian trade unionists and activists, replied "Absolutely. The Palestinians didn't have a damn thing until Israel came in." The bonds proceeds are used **to fund Jewish settlements** in the West Bank and Gaza. Most of the rest of the bond revenues are transferred to the ordinary budget to be spent on the military and the Israeli intelligence agencies.

Many of the trade unions who are purchasers of Israeli bonds are **controlled or influenced by the Mafia**. The teamsters unions is the biggest purchaser of Israel bonds; it is also the union which has seen more senior officials indicted for Mafia ties, illicit use of union funds and massive robbery of membership pension funds. In this case the trade union mafiosi were buying favorable propaganda from the mass media and support from the "respectable" Jewish organizations via the purchase of Israel bonds.

Union pension funds have also been used by trade union bureaucrats to purchase Israel bonds. The most notorious case is the former International Ladies Garment Workers Unions (ILGWU), now called UNITE, a union whose workers are 95% Black, Hispanic, and Chinese, earning at below the minimum wage. UNITE's **leadership and staff is overwhelming Jewish** and earning between \$100,000 to \$350,000 a year plus expenses. By channeling over \$25 million in pension funds to Israel, the U.S. workers are deprived of access to loans for housing, social services, legal defense, etc. Clearly the Jewish trade union bosses have a greater affinity for the state of Israel and its oppression of Palestinian workers, than it has with its own poorly organized workers, employed under some of **the worst working** conditions in the U.S.

Israeli bond promoters, with support from Mafia-influenced corrupt trade union bosses, have sold hundreds of millions of dollars of Israel bonds to 1500 labor organizations at interest rates below those of other available securities and well below what most investors would expect from loans to an economically troubled foreign government like Israel.

Three factors account for the U.S. trade union bosses channeling their members pension funds and union dues into Israel bonds: political protection and respectability in being associated with Israel and its lobbyists -- this is especially important to Mafia-linked and corrupt officials. Ideological and ethnic ties between Jewish trade union leaders and Israel. Thirdly, the use of Israel bonds to launder funds obtained illicitly by union bosses. The main organization selling Israel bonds managed to settle money laundering accusations brought

by the U.S. Securities and Exchange Commission "out of court."

Accomplices to Genocide

In April 2002, over 100,000 mostly Jews and Christian fundamentalists marched in support of the Sharon regime in the midst of the siege of Jenin. In Israel two out of three Israelis (65%) polled in late April 2002 supported Sharon and almost 90% believed the regime's propaganda that the U.N. commission to investigate Israeli devastation of the Occupied Territories "will not be fair to Israel." The Israeli public, the U.S. trade union bosses, and political and financial elites who finance Sharon are accomplices to the crimes against the Palestinian people. Obviously the shrinking minority of Jews in Israel who oppose the military machine have little or no influence in policy, in the media and in securing overseas financial support.

The wealth and powerful overseas Jews gravitate toward Sharon. Seven of the eight billionaire Russian Mafia Oligarchs have donated generously to the Israeli state and are on excellent terms with Sharon and Shimon Peres and have no use for dissident military reservists.

Conclusion

Because of powerful unconditional external financial and military support primarily from influential Jews in the U.S., Christian Fundamentalists, the military industrial complex, the Pentagon extremists, and corrupt U.S. trade unionists, Israel is able to defy world public opinion, slander humanitarian organization and human rights leaders, and brazenly continue its genocidal policies. Israeli leaders know "their people": they know they have unconditional supporters who have already been tested. They know that their bankers, professionals and fundamentalists will back them up to the last murdered Palestinian: the march of the 100,000 in Washington in the midst of the Jenin massacre proved it.

April 30, 2002

LA SEULE SOLUTION

Décoloniser la Palestine

Nous considérons, comme tous les réfugiés palestiniens, que le véritable réalisme consiste à envisager un retour de tous les Palestiniens sur leur terre. Et la condition *sine qua non* de ce retour, c'est la disparition de l'Etat sioniste et la naissance d'un Etat de Palestine sur la terre historique de la Palestine, dont tous ceux qui le veulent bien (y compris les Israéliens et évidemment tous les Palestiniens) seraient citoyens à part entière.

C'est cette perspective, pourtant parfaitement légitime, qui semble déclencher le plus d'angoisses chez les partisans de la thèse des deux peuples.

Mais pourquoi ce qui était vrai pour l'Algérie ou l'Afrique du sud ne le serait pas pour la Palestine ? Réponse: parce qu'il s'agit des juifs. Touche pas à Israël pour cause de *Shoah* ! Les bourreaux du peuple palestinien sont tout simplement sanctifiés pour toujours. Nous ne pouvons tout simplement accepter que **l'Holocauste serve de rente de situation** à un Etat colonial, raciste et illégitime.

La réalité d'aujourd'hui, c'est que le seul pays où des juifs vivent dans l'insécurité, c'est Israël ! Et, il en sera ainsi tant que les Palestiniens n'auront pas recouvré leurs droits, tous leurs droits.

Voir la suite dans *Décoloniser la Palestine*, de Ginette Skandrani.

POUR UNE HISTOIRE DU CRIME.

Un livre

A costly friendship

Support Any Friend: Kennedy's Middle East and the Making of the U.S. Israel Alliance, by Warren Bass, 360 pages, Oxford University Press; ISBN: 0195165802

Commentaire sur Amazon.com:

"A forested memorial in Israel, Yad Kennedy, includes the sculpted stump of a felled tree, a tribute to the president cut down in his youth. To Bass, a senior fellow at the Council on Foreign Relations, the Kennedy presidency, despite the professional Arabists in the State

Department, shifted America's Middle East policy toward Israel, selling arms to the Jewish state, fudging inspections of its nuclear initiative and openly engaging in security cooperation. The intransigence of Arab states toward Israel had eroded the stern limits on arms sales to Israel set by the **chilly** Eisenhower-Dulles regime. Egypt's Gamal Abdul Nasser had gambled on an unprofitable merger with Syria and a hemorrhaging venture into Yemen to try to create, with Soviet Cold War assistance, a noose around Israel. It failed, and Kennedy's suspicion of Nasser's pro-Soviet position distanced the two men. The young president found that he had little to lose in cautiously supporting Israel, as the Soviet Union was openly cajoling some Arab nationalists into becoming clients who would prove useless while repelling others who feared for their thrones. Despite breaking foreign policy taboos, the Kennedy administration, Bass concedes, hardly addressed the intractable regional problems. Readers may nod over Bass's relentless detail, but he establishes his case that **the Kennedy administration was "the true origin of America's alliance" with Israel**, illuminating in the process some new and humanizing facets of Kennedy's management style and rehabilitating the savvy and subtle leadership skills of Israeli prime minister Levi Eshkol, successor to the combative David Ben-Gurion.

Point de vue controversé et discuté par Patrick Seale, dans *The Nation* :

[...] Warren Bass seeks to establish that the foundations of the US-Israel alliance were laid by the Kennedy Administration. He even gives a precise date -- August 19, 1962 -- for the start of the military relationship as we know it. On that day in Tel Aviv, Mike Feldman, the deputy White House counsel and Kennedy's indefatigable contact man with Israel and American Jews, met secretly with David Ben-Gurion and Golda Meir and told them that "the President had determined that the Hawk missile should be made available to Israel." The Israelis were ecstatic. The Kennedy decision destroyed the Eisenhower embargo on the sale of major weapons systems to Israel. "What began with the Hawk in 1962," Bass writes, "has become one of the most expensive and extensive military relationships of the postwar era, with a price tag in the billions of dollars and diplomatic consequences to match."

The Hawk sale is therefore the first pillar of Bass's case for saying that **Kennedy was the father of the US-Israel alliance**. The second is what he describes as Kennedy's "fudge" over America's inspections of Israel's secret nuclear weapons plant at Dimona in the Negev. Although ingeniously and entertainingly argued with a wealth of detail, the thesis is not conclusively proven. As a matter of fact, the Kennedy team, with the exception of Feldman and his friends, did not want a special military relationship with Israel, fearing that it would trigger a regional arms race. Kennedy was not taken in by **Ben-Gurion's histrionic** description of Nasser, the Egyptian leader, as a cruel aggressor bent on Hitlerian genocide. He knew Israel was strong enough to deal with any Arab threat. He didn't believe it needed the advanced weapons and the formal American security guarantee Ben-Gurion requested. He told Ben-Gurion firmly that he did not want to be the US President who brought the Middle East into the missile age. Kennedy was in fact attempting to reach out to Nasser, whom he recognized as a nationalist, not a Communist. He feared that giving Israel preferential treatment might push the Arabs **into the arms of the Soviets**. In turn, the State Department's Middle East experts saw no good reason for the United States to change its arms policy toward Israel. As an internal memo put it, "To undertake, in effect, a military alliance with Israel would destroy the delicate balance we seek to maintain in our Near East relations."

Nevertheless, Kennedy finally approved the Hawk sale, which Eisenhower had rejected two years earlier. But he seems to have done so against his better judgment. He was eventually worn down by Israel's persistent and systematic exaggeration of the Egyptian menace, and more particularly by Shimon Peres's ability, based on chillingly detailed knowledge of internal Administration debates, to play off the Pentagon and the NSC against the State Department.

Bass's case is also arguable regarding **Dimona**. Far from turning a blind eye to what was evidently going on there, JFK was totally opposed to Israel's getting the bomb and was prepared to disregard the views of the American Jewish community on the matter. In the spring of 1963 he warned Ben-Gurion that (in Bass's words) "an Israeli refusal to permit real Dimona inspections would have the gravest consequences for the budding US-Israel friendship." He wrote Ben-Gurion two scorching letters, on May 18 and June 15, threatening that "this Government's commitment to and support of Israel would be seriously jeopardized" if Israel did not permit thorough inspections to all areas of the Dimona site. Ben-Gurion and his successor, Levi Eshkol, **lied through their teeth** to Kennedy about

Dimona but, as Bass writes, Kennedy was preparing to force a showdown. Had he not been assassinated on November 22, 1963, he was on course for a confrontation with Israel.

The fudge came later, with Lyndon Johnson, who was far less concerned than Kennedy with nuclear proliferation. Skirting the issue of Israel's nuclear ambitions, Johnson approved the sale to Israel of large numbers of American tanks and warplanes even before the 1967 war, which propelled the Jewish state to stardom, pumping a large segment of the American Jewish community full of confidence, ambition and even arrogance. Johnson was the true father of the US-Israel alliance. It was he, rather than Kennedy, who "set the precedent that ultimately created the US-Israel strategic relationship: a multimillion-dollar annual business in cutting-edge weaponry, supplemented by extensive military-to-military dialogues, security consultations, extensive joint training exercises, and cooperative research-and-development ventures."

Bass raises the intriguing possibility that the Hawks were never really intended, as Ben-Gurion pleaded, to defend Israel's air bases from a knockout blow by Nasser's MIGs, but rather as a perimeter defense **to protect the Dimona nuclear weapons plant**. Some indirect corroboration of this thesis was later to emerge. In delivering its own knockout blow to Egypt's air force on the first day of the 1967 war, Israel lost eight jets in the first wave of attack. One wounded plane came limping back to base in radio silence. It wandered into Dimona's air space, and **was promptly shot down by an Israeli Hawk missile**.

From 1967 onward there was no stopping the extravagant blossoming of the US-Israel relationship. If Johnson had been the father of the alliance, **Henry Kissinger was to be its sugar daddy**. In 1970, he invited Israel to intervene in Jordan when a beleaguered King Hussein asked for US protection. Syrian troops had entered the country in support of militant Palestinians then engaged in a trial of strength with the little King. Israel was only too happy to comply with this most irregular request. It made some much-publicized military deployments in the direction of Jordan. Emboldened by this support, Hussein's own forces then engaged the Syrians, who quickly withdrew. Hussein's army was thus left free to slaughter the Palestinians.

Rather than seeing Black September as the local tiff that it actually was, Kissinger blew it up into an "East-West" contest in which Israel had successfully faced down not just the Syrians but the Russians as well. This was the real launch of the US-Israel "strategic relationship," in which Israel was entrusted with "keeping the peace" in the Middle East on America's behalf -- and was lavishly rewarded with arms, aid and a cupboard-full of secret commitments directed against Arab interests.

Kissinger adopted as America's own the main theses of Israeli policy: that Israel had to be stronger than any possible combination of Arab states; that the Arabs' aspiration to recover territories lost in 1967 was "unrealistic"; that the PLO should never be considered a peace partner. His step-by-step machinations after the October war of 1973 were directed at removing Egypt from the Arab lineup, exposing Palestinians and other Arabs to the full brunt of Israeli military power. Ariel Sharon's invasion of Lebanon in 1982 -- in which some 17,000 Palestinians and Lebanese were killed, triggering the birth of the Hezbollah resistance movement -- was a direct consequence of Kissinger's scheming. In 1970 Israel received \$30 million in US aid; in 1971, after the Jordan crisis, the aid rose to \$545 million. During the October war Kissinger called for a \$3 billion aid bill, and it has remained in the several billions ever since.

In due course Congress was captured by AIPAC -- in Bass's phrase, "the purring, powerful lobbying machine of the 1980s and 1990s" -- while the Washington Institute for Near East Policy, founded in 1985 by Martin Indyk, an Australian-born lobbyist for Israel, set about carefully shaping opinion and placing its men inside the Administration. Dennis Ross, Indyk's colleague at WINEP and a high-level negotiator for Bush I, became Clinton's long-serving coordinator of the Arab-Israeli peace process; he rarely failed to defer to Israel's interests, which is one reason the peace process got nowhere. He has now returned to WINEP as its director and continued advocate.

But nothing in the history of the US-Israel alliance has equaled the accession by "friends of Israel" to key posts in the current Bush Administration, and their determined and successful struggle to shape America's foreign policy, especially in the Middle East--including the destruction of Iraq.

The nagging question remains as to what the special friendship has achieved. Have the wars, security intrigues and political showdowns of the past decades really served Israel's

interest? A student of the region cannot but ponder these questions: What if the dovish Moshe Sharett had prevailed over the hawkish Ben-Gurion in the 1950s? Sharett sought coexistence with the Arabs, whereas Ben-Gurion's policy was to dominate them by naked military force, with the aid of a great-power patron -- ideas that have shaped Israeli thinking ever since. What if the occupied territories had truly been traded for peace after 1967 (as Ben-Gurion himself advised, with rare prescience), or after 1973, or after the Madrid conference of 1991, or even after the Oslo Accords of 1993? Would it not have spared Israelis and Palestinians the pain of the intifada, with its miserable legacy of hatred and broken lives? Has the triumphalist dream of a "Greater Israel" (which James Baker, for one, warned Israel against) proved anything other than a hideous nightmare, infecting Israeli society with a poisonous dose of fascism? The US-Israel alliance is officially and routinely celebrated in both countries, but its legacy is troubling. Without it, Israel might not have succumbed to the madness of invading Lebanon and staying there twenty-two years; or to the senseless brutality of its treatment of the Palestinians; or to the shortsighted folly of settling 400,000 Jews in Jerusalem and the West Bank, who are now able to hold successive Israeli governments to ransom.

An inescapable conclusion is that the intimate alliance, and the policies that flowed from it, have caused America and Israel to be reviled and detested in a large part of the world--and to be exposed as never before to terrorist attack.

July 2, 2003

<<http://www.thenation.com/doc.mhtml?i=20030721&c=4&s=seale>>

2 - Guantanamo ou le déni du droit

Rien ne va plus à Guantanamo: un "chapelain musulman" (en fait, un luthérien converti), et un interprète, un soldat d'origine arabe, ont été arrêtés et sont interrogés, sur le continent, par les totors des services, pour "trahison". Ils auraient rendu service à des détenus. On les accuse d'espionnage au profit de la Syrie. A tout hasard. Histoire à suivre.

"Happy meal" et Twinkies pour les bons détenus

Les détenus faisant preuve d'un bon esprit de collaboration lors des interrogatoires, menés intensivement à Guantanamo, se voient offrir des "récompenses" tels que hamburgers, Happie Meal de McDo, Twinkies et autres petits saloperies qui détraquent la santé. Car le but principal de Guantanamo est la collecte de renseignements. Selon le major général Miller, qui commande la base, "nous réalisons environ 300 interrogatoires par semaine et cela s'améliore chaque semaine. Le mois dernier, nous avons recueilli 5 fois plus de renseignements qu'en janvier et une grande partie était des renseignements opérationnels." 8 sept. 2003

CATCH-22

The forgotten prisoners of Guantanamo

by Elaine Cassel

It has been a while since the hapless prisoners of the United States, those being held in Guantanamo Bay, Cuba as "enemy combatants," have been in the news. The last rush of publicity in the spring had to do with plans to build execution chambers and try them in

secret with government prosecutors and defense attorneys. Then Blair got feisty and wanted the British subjects held there not to face death. Alright, Bush said, we won't shoot your guys, out of gratitude for your putting your asses on the line for us in Iraq.

Then there was the news of the juveniles held there -- we now find that some were as young as 13. We have not heard of their fates yet, only that they were held separately from adults and are being "schooled." That's a new twist on the Administration's "no child left behind" policy, isn't it?

Few Americans care about the prisoners, captured in Afghanistan and brought to Cuba about 18 months ago.

Hell, they must have been up to no good, or they would not be here. That is about what Rumsfeld says, too. They might not be "terrorists," but they are troublemakers.

Previous efforts to get some legal relief for these men to require that they be charged and tried or freed, to provide them with attorneys, to provide them with meaningful contact with families, were stopped at the courthouse door. A federal judge said, in one of the more idiotic catch-22 lines of logic, that they were not on American soil, so they could have no access to American courts. **Forget that we control Guantanamo Bay.** So the prisoners are in a legal nether world -- subject only to the *ad hoc, ex post facto* regulations Rumsfeld and Wolfowitz make up as they go along.

But the Center for Constitutional Rights is trying once to get the plight of these men before the US legal system.

On Tuesday, the Center for Constitutional Rights asked the Supreme Court to review the controversial decision by the DC Circuit denying counsel to alleged terrorists being detained by the United States at its naval base on Guantanamo Bay, Cuba.

The issue presented in the case, *Rasul v. Bush*, is whether enemy combatants being tried in military tribunals are entitled to any of the due process rights to which they would be entitled in US courts. The Court has already rejected one petition to review the case, on procedural grounds. Its decision on this petition is expected this fall.

<http://jang.com.pk/thenews/sep2003-daily/10-09-2003/world/w4.htm>

LE SHERIFF DÉMISSIONNE

Possible non-lieu pour Moussaoui

La juge fédérale US Leonie Brinkema a donné jeudi jusqu'au 29 septembre au parquet, à la défense et à l'intéressé pour exprimer leur point de vue sur la possibilité de prononcer un non-lieu concernant Zacarias Moussaoui, **seule personne** inculpée aux USA dans le cadre des attentats du 11 septembre.

La juge avait initialement fixé le 25 septembre comme date limite pour ses consultations, mais elle l'a reportée au 29 septembre à la demande de la défense.

La veille, le gouvernement US avait reconnu que son refus d'autoriser Moussaoui à interroger trois membres présumés d'Al Qaïda détenus par les USA pourrait déboucher sur un non-lieu.

Cette option aurait pour conséquence que Moussaoui serait probablement jugé par un tribunal militaire devant lequel il bénéficierait d'une protection moindre, dit-on de source proche du dossier.

Dans une interview accordée à *Fox News* à l'occasion du deuxième anniversaire des attentats, l'Attorney General (ministre de la Justice) John Ashcroft a reconnu qu'un tribunal militaire était une option probable.

13 septembre 2003.

3 - L'Iraq des marais

OUSSAMA SE FAIT LA MALLE

Le ridicule ne tue pas qu'au cinéma

Irak : Où sont donc passées ces armes de destruction massive?

par Ginette Hess-Skandrani

Après le mollah Omar qui s' enfuit en mobylette, Oussama Ben Laden sous dialyse dans une grotte d'Afghanistan, des vieillards et des enfants dans le bagne de Guantanamo, les 45 minutes mythiques, Saddam Hussein se déplaçant incognito, les USA nous ramènent un nouveau navet hollywoodien. Ils veulent aujourd'hui repeindre artificiellement leur occupation irakienne aux couleurs fanées de l'ONU. Ne soyons pas dupes. Trop arrogants pour avouer leur incompétence à gérer un peuple qui résiste à leurs visées coloniales, ils sont en train de s'enliser dans les sables mésopotamiens en s'inventant, comme ils l'avaient fait au Viêtnam et en Somalie et continuent à le faire en Afghanistan, nombres de terroristes à éliminer. Ils cherchent à faire endosser leur bide à cette vieille ONU qu'ils ont toujours mis dans leur poche tout en la dénigrant. Ils veulent faire croire que les soldats américains ciblés par les Irakiens (toutes tendances confondues) entrés en résistance ont leur légitimité en Irak et sont donc des victimes du terrorisme. Ils réussissent presque à faire oublier que ces Irakiens sont chez eux et défendent avant tout leur patrie et non les intérêts de Yankees arrogants et assoiffés de pétrole.

La résistance est actuellement très diversifiée et finira par s'organiser pour bouter ces descendants d'esclavagistes hors de leur sol. Méfions nous, ne faisons aucune confiance à l'ONU, même si cette organisation paraît un moindre mal. Car, les Nations Unies n'iront jamais à l'encontre des décisions des USA. Ils ont maintenu l'embargo pendant douze années en le reconduisant tous les six mois, étant ainsi responsable de plus d'un million et demi d'Irakiens. Ils ont refusé de faire une enquête sur l'utilisation de l'uranium appauvri qui a entraîné de nombreux cancers et de leucémies de la population irakienne, en particulier des enfants. Ils ont quitté l'Irak avant la dernière agression abandonnant la population face à la barbarie US. Ils portent une grosse part de responsabilité dans cette tragédie.

Nous étions les premiers à dénoncer cette Arlésienne de recherche des armes de destruction massive. Les Inspecteurs de l'ONU ne les ont pas trouvées, malgré tous les espions US collés à leurs basques... Car il n'y en avait plus. Il n'y en avait plus depuis bien longtemps. Georges W. Bush et son compère Tony Blair devraient être traduits devant un tribunal international pour ce mensonge éhonté ayant entraîné et continuant à entraîner la mort de milliers de civils irakiens. Qui osera s'en charger ?

Tous ceux qui se sont opposés à cette guerre de colonisation contre une population affamée et à moitié décimée par douze longues années d'embargo et de nombreux bombardements ont toujours dénoncé la manipulation de Bush et Blair - soutenus par quelques larbins européens et arabes - afin d'arriver à leurs fins: décimer l'Irak.

Libérer le peuple de sa dictature était un prétexte qui n'a trompé personne, surtout pas les Irakiens. Les G.I. n'ont d'ailleurs nulle part été accueillis en libérateurs. Mais l'Irak, même privée de sa dictature baasiste, résiste et commence à leur échapper, en dépit de ce gouvernement fantoche qu'ils persistent à installer sans consultation de l'ensemble des composantes de la population. La société irakienne est une véritable mosaïque dans ses composantes: Chiites, Sunnites, Kurdes et Arabes, Chrétiens, Yezedines etc., sans oublier ceux qui sont aujourd'hui diabolisés alors qu'ils traversent toutes ces composantes: les baasistes. C'est aux Irakiens et à eux seuls de trouver un lien dans la résistance n'excluant aucune de ses composantes (type l'ancienne OLP des Palestiniens) pour éviter la partition de l'Irak que visent les forces occupantes.

Paris, 6 septembre 2003

ET LES PILLAGES ?

Buried Between the Rivers

By Timothy Potts

Art of the First Cities: The Third Millennium BC from the Mediterranean to the Indus. Catalog of the exhibition edited by Joan Aruz with Ronald Wallenfels, an exhibition at the Metropolitan Museum of Art, New York, May 8, 2003–August 17, 2003. Metropolitan Museum of Art/Yale University Press, 540 pp., \$75.00

1. "To overturn the appointed times, to obliterate the divine plans, the storms gather to strike like a flood. [The gods] An, Enlil, Enki, Ninhursag have decided its fate -- to overturn the divine powers of Sumer...to destroy the city...to take kingship away from the Land [of Sumer].... The people, in their fear, breathed only with difficulty. The storm immobilized them.... There was no return for them, the time of captivity did not pass.... The extensive countryside was destroyed, no one moved about there. The dark time was roasted by hailstones and flames. The bright time was wiped out by a shadow. On that bloody day mouths were crushed, heads were crashed. On that day heaven rumbled, the earth trembled, the storm worked without respite.... The foreigners in the city even chased away its dead.... There were corpses floating in the Euphrates, brigands roamed the roads.... In Ur people were smashed as if they were clay pots. The statues that were in the treasury were cut down...."

The Lamentation Over Sumer and Ur, from which these passages come, was composed **four thousand years ago** in the aftermath of an invasion by the Elamites of Iran that brought the Sumerian kingdom of Ur to an ignominious end. This was a fittingly dramatic turning point for what our calendar marks as the transition from the third to the second millennium BC. After some twenty years of incursions, in 2004 BC the Iranian army finally breached the walls of Ur and carried off its last king, Ibbi-Suen, into the mountains: "like a bird that has flown its nest," as the poet puts it, "he shall never return to his city." The rich cities of Sumer, in present-day southern Iraq, were overrun and from the ensuing desolation emerged a vivid literature of lamentation that bewailed the destruction of temples, cities, agriculture, and all civilized life.

It is a cruel mirroring of history that the third millennium of our own era should likewise have begun with an invasion of Sumer, one in which the culture of Iraq is again under dire threat. And within weeks of the fall of Baghdad the most ambitious exhibition ever mounted on the art of the very cities sacked by the Elamites opened at the Metropolitan Museum of Art. The exhibition served to highlight both the extraordinary richness of Mesopotamia's cultural heritage and the corresponding magnitude of the loss suffered when many unique and supremely important works of art were stolen from the Iraq National Museum between April 10 and 12 of this year.

After much initial confusion, the scale and significance of the looting are gradually becoming clearer. Initial estimates of 170,000 missing objects were hasty extrapolations from reports that "everything" was gone. It soon turned out that many of the showcases were empty because the museum's staff had removed the important objects to more secure locations, and that most of the collection was still intact (more or less) in the storerooms. This created something of a backlash. Having initially denounced the scandal of troops being stationed at the oil ministry while one of the world's great museums was looted -- "protecting Iraq's oil but not its cultural motherlode" -- much of the press has since played down the disaster as overblown. This is not the case. The quantities of works stolen were substantial and, more to the point, their cultural significance immense.

A recent official estimate is that around forty major works were taken from the main public galleries, including the Warka Vase (later returned) and the Warka Head -- two of the greatest masterpieces of Sumerian art, found at the site of ancient Uruk (modern Warka) in Southern Iraq. They also included Assyrian ivories, a large copper sculpture of a hero, and a number of other irreplaceable works. Much more was taken from the storerooms, including nearly all of the museum's collection of cylinder seals -- some 4,800 small stone cylinders carved in intaglio with miniature figured and decorative scenes that were rolled over damp clay tablets. The finest of these are exquisite and powerful works of art. Also gone are much jewelry, sculpture, metalwork, and ceramics.

At the urging of mosque leaders and museum authorities, some objects were brought back in the days immediately after the looting, and many more have since been seized both in Iraq and in customs and police operations in Jordan, Italy, Britain, and New York. As of July 11, a total of 13,515 objects had been confirmed as stolen, of which 10,580 were still

missing, including all but a handful of the most important works. As terrible as these losses are, even greater damage has been done in the months since the fall of Baghdad by the extensive, organized, and in some cases mechanized plundering of archaeological sites in the Sumerian heartland of southern Iraq. After the first Gulf War there were reports of illicit excavations and of unusual quantities of "fresh" artifacts reaching Western markets. During the past four months clandestine digging on a much greater scale by AK47-toting bands has again been rampant at several important Sumerian sites. Some are already almost entirely gone; others are riddled with trenches and tunnels. "The looters stop at nothing," says Pietro Cordone, head of cultural affairs in the Coalition Provisional Authority, "they use trucks, excavators, and armed guards to steal objects of great value without being disturbed. We've tried everything to end this systematic pillaging, military patrols at the site and helicopter overflights, but so far we haven't been successful." Officials on the ground still report a lack of funding for the basic necessities of site protection—guards, vehicles, and guns. This is where the Bremer administration, UNESCO, and other supranational organizations should concentrate their resources, shutting down the looting at its source. What has happened in recent months is already among the worst mass desecrations of cultural sites in our lifetime, perhaps the worst. If more time is lost before the sites are protected effectively we shall be in need of a lamentation over Sumer and Baghdad worthy of the Sumerian poets. [...]

The New York Review of Books, Volume 50, Number 14, September 25, 2003. Paru le 16 septembre 2003
<<http://www.nybooks.com/articles/16552>>

OMBRE SUR LE TIGRE

New Iraq may recognize Israel, bring financial relief

Douglas Davis

Jerusalem. A peace treaty with Israel will be "top of the agenda" for a new Iraqi government, according to the New York Observer newspaper. Quoting State Department sources, the paper said Iraqi National Congress head Ahmed Chalabi, who is favored by the Pentagon to lead a post-Saddam Hussein Iraq, "is known to have discussed Iraq's recognition of the state of Israel."

U.S. intelligence sources also told the newspaper that Chalabi and other senior INC figures are understood to be involved in talks with Washington and Jerusalem over the construction of an oil pipeline from Mosul to a terminal in Haifa. A pipeline that linked Mosul and Haifa during the British Mandate has been inactive since the establishment of Israel in 1948, when the pipeline was redirected to Syria.

The paper noted that the resuscitation of the old pipeline would transform economic power in the region, bringing revenue to Iraq, cutting out Syria, solving Israel's energy needs, and reducing domestic energy costs by more than 25 percent. It would also create an easily accessible source of oil for the United States.

A former senior CIA official was quoted as saying that "it has long been a dream of a powerful section of the people now driving this administration and the war in Iraq to safeguard Israel's energy supply as well as that of the United States.

"The Haifa pipeline was something that existed, was resurrected as a dream, and is now a viable project, albeit with a lot of building to do." During the 1980s, when Saddam Hussein was considered an ally of the West, former Secretary of State Henry Kissinger developed the concept of a pipeline running from Iraq to the Jordanian port of Akaba.

The pipeline was built, and an agreement has been quietly renewed every five years, with special legislation which permitted the United States to stock a strategic oil reserve for Israel, at a cost to the United States of \$3 billion in 2002, even if this entailed domestic U.S. shortages. Israel currently relies on oil supplies from Russia, and National Infrastructure Minister Yosef Paritzky has estimated that the construction of an Iraq-Israel pipeline could cut Israel's fuel costs by more than 25 percent.

Jerusalem Post, 27août 2003
<<http://www.jewishsf.com/bk030425/i20a.shtml>>

L'EXACTION QUI SE PRÉPARE

Israel Claims 'Lost Property' In Arab Countries The Jews are seeking "compensation"

Gaza -- In a bid seen as trying to get a bigger slice of the grand Iraqi cake, Israel has drawn up a file on Jewish property and money allegedly left by Jewish immigrants in Arab countries, particularly Iraq. The Israeli justice ministry spokesman said that the government would ask Jews in Israel and all over the world within the few coming days to present information on their purported belongings in Iraq, the Palestinian Information Center (PIC) said Saturday, August 16.

Israeli sources put at \$10 billion the value of the so-called Jewish property in Iraq alone, noting that Israel expects the would-be Iraqi oil minister return these money calmly and without any media fuss. One of the Jews whose family used to live in Iraq has estimated the value of Jewish property there at a mind-boggling \$20 billion, the PIC said.

Quoting former Israeli energy minister Moshe Shahal, of an Iraqi origin, the center said that negotiations between Tel Aviv and Washington over this issue are underway, disclosing that a secret agreement was currently being drafted over the alleged Jewish property in Iraq. He said that former U.S. president Bill Clinton took the initiative in raising the issue, claiming that Clinton had touched on the matter with Egyptian President Hosni Mubarak and Palestinian President Yasser Arafat.

Shahal further purported that Clinton suggested establishing an international fund under the supervision of the United States and the European Union to compensate those Jews.

He said that former Israeli governments abstained from tackling the issue for fear that it would give the Palestinians "a pretext" to demand compensations from Israel. Prof. Ehuda Shinhab, professor of sociology in Tel Aviv University, has dismissed as "evil and immoral" the Israeli attempt to compare between immigration of Arab Jews to the Zionist state and Palestinian forced evacuation in 1948. He affirmed that the Palestinians' mass exodus in 1948 was enforced by Zionist forces that later razed to the ground their villages while Jews leaving the Arab countries and heading to "Israel" had done that with their own free will.

Lawsuits

Shahal expects that Jews would be compensated. He said that thousands of Jews of Iraqi origin, who live in Northern America and Europe, have already filled in applications to restore their alleged property, noting that Jews living in the U.S. states of Los Angeles and Boston are set to file lawsuits to demand substantial compensations from Iraq, Syria, Egypt and Lebanon.

Shahal further expected that Jews would be compensated shortly after the yet-to-be new Iraqi regime in Iraq abolish the so-called nationalization laws drafted by the ousted Iraqi regime of Saddam Hussein. "Annulling these laws would give legitimacy to restoring the Jewish property (in Arab countries," he said. He said that the current Israeli government of Ariel Sharon -- the only Israeli government to agree on demanding compensations -- held relevant talks recently and put forward possible alternatives to restore the alleged property. Shahal, however, said that the Israeli cabinet has decided to put the "Jewish property" in Iraq on the back burner due to the "hypersensitive" situation there, noting that the compensations campaign would focus now restoring alleged property of some 900,000 Jews, one-third of them are from Iraq, Egypt and Yemen. The Israeli finance minister, for its part, said that the attention is riveted now on the frozen Iraqi money in the U.S., which is estimated at \$3 billion.

August 17, 2003. IslamOnline.net & News Agencies
<<http://www.islamonline.net/English/News/2003-08/17/article01.shtml>>

POURQUOI IL EST PLUS FACILE DE MASSACRER DES CIVILS QUE DES MILITAIRES

Iraq's Epic Suffering Is Made Invisible

by John Pilger

For the past few weeks, I have been watching videotapes of the attack on Iraq, most of

them not shown in this country. The tapes concentrate on the epic suffering of ordinary Iraqis. There are photographs, too, that were never published here. They show streets and hospitals running with blood, as American and British forces smashed their way into Iraq with weapons designed to incinerate and dismember human beings.

It is difficult viewing, but necessary if one is to understand fully the words of the Nuremberg judges in 1946 when they laid down the principles of modern international law: "To initiate a war of aggression... is not only an international crime; it is the supreme international crime differing only from other war crimes in that it contains within itself the accumulated evil of the whole."

Guiding me through this visual evidence of a great crime is the diary of a young law graduate, Jo Wilding, who was in Baghdad with a group of international human rights observers. She and the others stayed with Iraqi families as the missiles, bunker busters and cluster bombs exploded around them. Where possible, they hurried to the scene of civilian casualties and followed the victims to hospitals and mortuaries, interviewing eyewitnesses and doctors. Their work received scant media coverage.

Jo has described to me, in detail, attacks on civilian targets that were -- she is in no doubt -- deliberate. In any case, the sheer ferocity of the assault on elusive Iraqi defenders could not fail to kill and injure large numbers of civilians. According to a recent study, up to 10,000 civilians were killed.

"One of the stunning things about the quick coalition victory," John Bolton, George Bush's under-secretary of state for international security, told me in Washington recently, "was how little damage was done to Iraqi infrastructure, and how low Iraqi casualties were."

I said, "Well, it's high if it's 10,000 civilians."

He replied, "Well, I think it's quite low if you look at the size of the military operation."

Quite low at 10,000. And multiply that many times when the figure includes the killing of mostly teenage conscripts who, as a Marine colonel said, "sure as hell didn't know what hit them". Keep multiplying when the wounded are added: such as 1,000 children maimed, according to Unicef, by the delayed blast of cluster bomblets.

What does it take for journalists with a public voice and responsibility to acknowledge the truth of such a crime? Are those who stand in front of cameras in Downing Street and on the White House lawn, incessantly obfuscating the obvious (a technique they call objectivity), that conditioned? The resistance to the illegal Anglo-American occupation of Iraq is now propagated as part of Bush's "war on terror". The deaths of Americans, Britons and UN people are news; Iraqis flit across the screen: otherwise, they do not exist.

For Blair's ministers, the cover-up, like almost everything, originates in Washington. Read the armed forces minister Adam Ingram's replies to the tireless questioning by Llewellyn Smith MP and his message is almost identical to Bolton's. The "regrettable" loss of life is really not too bad, considering "a military operation of [this] size". As to numbers of people killed, "we have no way of establishing with any certainty..." Whoever Adam Ingram is, remember the name, for he embodies the **mundane, routine, amoral apologist for state murder**.

Of course, if the great crime in Iraq was represented not by the poignant moment of a dead squaddie's flag-draped coffin returning, but by the unrelenting horror I have watched on unseen videotape, the cover would crack. And the illusion presented by the Hutton inquiry would be revealed. As it is, Hutton is the magician Blair's best trick so far, for an inquiry into the death of one man ensures that real public investigation into why Blair took Britain into war will not happen. It ensures that while we are allowed to read internal e-mails in Whitehall, we are denied scrutiny of the traffic between Blair and Bush, which almost certainly would expose the biggest lie of all, and reveal that the decision to invade was taken long before Washington dreamt up the charade of weapons of mass destruction. That would sink Blair.

Instead, we have glimpses of truth. On 17 September 2001, **six days after the attacks** in America, Bush signed a document, marked Top Secret, in which he directed the Pentagon to begin planning "military options" for **an invasion of Iraq**. In July last year, Condoleezza Rice, Bush's national security adviser, told another Bush official: "That decision has been made. Don't waste your breath" (*Washington Post*, 12 January 2003; *New Yorker*, 31 March 2003). On 2 July last, Air Marshal Sir John Walker, the former chief of defence intelligence and deputy chair of the Joint Intelligence Committee, wrote a confidential memo to MPs to alert them that the "commitment to war" was made a year ago. "Thereafter," he

wrote, "the whole process of reason, other reason, yet other reason, humanitarian, morality, regime change, terrorism, finally imminent WMD attack... was merely covering fire."

The unfettered disclosure of this would present an uncontrollable crisis to the clique that runs Britain: the secret service, the civil service, Downing Street, the favoured City and the courted media. Few spooks and mandarins have much time for the strange, Messianic Blair, but they will strive to protect him in order to protect themselves and to ensure that their version of Lord Curzon's "great game" (ie, imperialism), continues unopposed.

It is a game exemplified by the arms fair that opened in London on 9 September, hosted by a government and an arms industry that are together the world's second-biggest merchant of death, selling to the usual tyrants and state killers. Their ruthlessness was expressed when the same fair last convened in 2001, and 11 September happened. Public events, such as the TUC conference, were abandoned out of respect for the victims in New York and Washington. The arms fair was told to keep going.

"The kaleidoscope has been shaken," Blair said in the wake of 11 September. "The pieces are in flux. Soon they will settle again. Before they do, let us re-order this world around us." Whoever wrote that inanity might have left Downing Street now; but Blair tells us constantly that he believes what he says, and perhaps he does. **Several of the defendants at Nuremberg offered the same plea, and so have other state murderers at The Hague. Like them, Blair should have his day in court.**

13 septembre 2003. John Pilger is an investigative journalist and documentary filmmaker. His latest book is *The New Rulers of the World* (Verso, 2002). Visit John Pilger's website at: <<http://www.johnpilger.com>>

<<http://www.informationclearinghouse.info/article4702.htm>>

NOVA CRUZADA

Spanish Troops Take Up The Cross On Way To Iraq Uniforms To Be Emblazoned With Sign Of Catholic Empire

Madrid, Spain -- The uniforms of 1300 Spanish troops being sent to Iraq to support US-Zionist invasion forces are emblazoned with the Cruz de Santiago de Compostela (the Cross of Saint James of Compostela), resurrecting a symbol that was first used in 1492 when troops of the Catholic Empire of Ferdinand and Isabella liquidated the entire Muslim and Jewish populations of Spain.

These troops, which, according to media reports, perceive themselves as having once against taken up the cross against the Muslim heretics, will be operating the Al Qadisija and An Najaf areas, and are joining a 900-man Spanish force that has already been deployed. The use of the Cross of St James, which is a cross with a triangular top and arrow-like arms, and which has sometimes been integrated into Falangist or fascist imagery, is a reinforcement in the eyes of many Muslims that the Zionist occupation of Iraq is part of a new Crusade against Islam being waged by the Jewish-dominated West.

Libertarian Socialist News

<<http://www.overthrow.com/lsn/news.asp?articleID=5970>>

L'AMÉRIQUE FOURNISSAIT SADDAM

In fact, when Bush I came into office, his administration recommended assigning high priority to US-Iraq relations because Saddam Hussein was considered a potential "major player" in regard to the development of political and economic relations. In 1989, Bush signed a National Security Directive (NSD) designating "economic and political incentives" supposedly designed to "moderate" Iraqi behavior and expand US influence. A few months before Bush signed this NSD, the FBI raided the Atlanta branch office of the Banca Nazionale del Lavoro (BNL) and discovered there were off-the-books loans to Iraq's Ministry of Industry and Military Production, including its chemical, biological, and nuclear weapons and missile programs.

In other words, the officials in the Reagan and Bush administrations are directly responsible for selling Iraq the weapons Bush Junior now carps about so self-righteously and Colin Powell promises the Iraqis will never use on the Kurds or anybody else ever again -- not

even the Iranians.

Voir la suite dans le document **IRAKGATE, La connivence entre le gouvernement américain et l'Iraq de Saddam Hussein à l'époque de la guerre de huit ans irako-iranienne.** (PDF)

Il n'est pas inutile de rappeler que tous les documents qui sont liés à l'affaire dite de l'Irakgate, c'est-à-dire de la politique, en vigueur sous Reagan, qui consistait à soutenir secrètement l'effort de guerre irakien pour contenir la contre-offensive de l'Iran, dans la guerre de huit ans, montrent une connivence militaire de haut niveau: planification et exécution des offensives, photos satellite, renseignements, équipements, etc. Dans les débuts de cette guerre atroce, les Israéliens avaient mis en place un système clandestin de fournitures d'armes à l'Iran, qui avait le dessous, pour faire durer la guerre autant que possible. Les connivences américaines sont rassemblées dans ce qu'on a appelé l'Irangate. Plusieurs livres ont raconté ces choses.

Mais il en est un qui va plus loin. Et il est justement rédigé (en 1992) par un participant de l'Irangate, un juif iranien recruté par le bureau du premier ministre israélien, pour contribuer à ce gigantesque trafic d'armes, qui allait engendrer des profits colossaux, réinvestis dans les opérations secrètes du terrorisme israélien. Ari Ben-Menashe, après avoir été mis à la porte assez ignominieusement des services de son pays d'adoption, a décidé, peut-être pour sauver sa peau, de croquer le morceau. Il a publié un livre, en Australie et à New York, intitulé *Profits of War, the sensational story of the world-wide arms conspiracy*. (Allen & Unwin, Sydney). Il y aurait beaucoup à dire ici, mais on se bornera à ce chapitre 17, intitulé "Agricultural project", où l'auteur raconte sa visite, au Paraguay, d'une usine isolée qui fabriquait (nous sommes dans les années 80) des "engrais", en réalité des composants d'armes chimiques. Ces éléments étaient destinés à l'Iraq en guerre, mais les Israéliens voulaient convaincre les Paraguayens de fermer cette usine, car ils redoutaient un renforcement de l'armée irakienne, dirigée par Saddam. Cette usine appartenait à un très riche homme d'affaire chilien, Carlos Cardoen, qui avait beaucoup fait dans les fournitures d'armes et qui avait même construit une usine pour fabriquer des bombes à fragmentation, vendables dans les pays où un embargo décidé par le Congrès empêchait les firmes américaines de vendre directement leur matériel de mort; ce qui était le cas de l'Iraq. Carlos Cardoen a été menacé par le Mossad, mais il s'en est apparemment bien sorti et continue à faire jaser la jet set de Santiago.

Cette petite histoire est suffisante pour donner à penser que l'essentiel de l'arsenal irakien, en termes d'"armes de destruction massive" était bien les gaz de combat (les armes biologique n'existent qu'à l'état de fioles de laboratoire, et l'Iraq n'avait pas d'armes atomiques du tout), et que ces gaz de combat étaient fournis par des agences privées, genre Cardoen, encouragées en sous-main par les autorités américaines. Du producteur au consommateur, par des chemins cachés et illégaux, mais très réels. On peut penser que le régime de Saddam n'a survécu à la contre-offensive iranienne, dans le sud, à la péninsule de Fao, comme dans le nord au Kurdistan, (Halabja) qu'en utilisant les gaz pour arrêter les assauts iraniens, qui se situaient alors *en territoire irakien*. Rappelons qu'à l'époque l'Occident tout entier et les régimes arabes pourris tous ensemble voulaient "contenir" l'Iran révolutionnaire. Saddam était le mercenaire de l'Occident, abondamment approvisionné en matériels de guerre. Mitterrand a prêté des avions **et des pilotes** pour aller bombarder les terminaux pétroliers iraniens... La presse française n'a pas encore donné cette "nouvelle"...

Quand donc les Américains ont affirmé l'existence d'armes de destruction massive en Iraq, ils étaient bien placés pour la connaître puisqu'ils l'avaient eux-mêmes mise en place. Ils pouvaient calculer la quantité déjà utilisée par les Irakiens; ils ont envoyés des officiers américains sur place pour inspecter le terrain et faire des rapports.

Il n'est pas difficile de deviner la suite. Quand les tambours de guerre ont commencé à résonner sur le thème de ces armes cachées, Saddam, qui savait bien qu'elles n'auraient pas le même effet sur des colonnes blindées et protégées, que sur des hordes de sacrifiants déguenillés cavalant dans les marais du sud, a renoncé à leur usage. Il les a planquées dans un coin, sous cent tonnes de sable. Et il a tendu le piège dans lequel se sont engouffrés ces imbéciles de Bush et de Blair. Pendant ce temps-là personne ne s'inquiète de ce qui se passe à Ness Ziona, l'institut où l'on fabrique les armes chimiques et bactériologiques israéliennes...

Friedman, Alan. *Spider's Web: The Secret History of How the White House Illegally Armed Iraq*. New York: Bantam Books, 1993. 455 pages.

This is the story that Bill Clinton promised to investigate if he got elected, but now (January 1994) it appears that his handlers have other plans. It's about how the White House, with assistance from allies in London and Rome, violated the law in order to support Saddam Hussein. Then, following the invasion of Kuwait, George Bush compared him to Hitler, set up the American response, and he and Margaret Thatcher began **covering up their past dealings**. The story involves the Banca Nazionale del Lavoro (BNL), the Department of Agriculture's Commodity Credit Corporation, Iraq's nuclear procurement program, and the CIA and Carlos Cardoen (a Chilean arms dealer). Given this ten-year history, it was not unreasonable for Saddam Hussein to assume that U.S. ambassador April Glaspie was giving him the green light to invade Kuwait. And maybe she was; perhaps Bush thought he needed a quick-fix war to try out the Pentagon's new toys and crank up his popularity.

Alan Friedman is an American citizen who began covering Iraqgate while serving as the Milan correspondent for the *Financial Times* of London. His book includes 74 pages of reproduced bank and government documents, as well as extensive endnotes. ISBN 0-553-09650-8

Voir les débuts de piste à:

<<http://www.subliminalnews.com/archives/000016.php>>

On peut acheter un set de microfiches (environ 10.000 pages de documents, récupérés au nom du Freedom of information Act) sur **Irakgate** à Chadwyck-Healey France S.A., 50 rue de Paradis, 75010, Paris, Tel: 01 44-83-81-81. Fax: 01 44-83-81-83

4 - Le piège afghan

NOTRE AMI TAREK AZIZ

Tariq Aziz's wife pleads for him

The wife of Iraq's arrested former foreign minister Tariq Aziz has appealed to Pope John Paul II to help win his release from US custody, saying he was not responsible for the crimes of the Saddam Hussein regime. Aziz was taken prisoner by US forces on April 24.

Since then very little has been heard from him despite the fact the Americans "made many promises", including a guarantee he could remain in contact with his family, said Violet Aziz. In an interview with the Italian public radio service, RAI, she said Aziz "never was responsible for the crimes of the regime" of toppled Iraqi leader Saddam Hussein. "In a 35-year career, he was never about to have a real influence on the bellicose policies of Iraq and even less on what Saddam was doing in our country," she added.

Aziz, a member of Iraq's small Christian minority, was 43rd on the list of the 55 Iraqi officials most wanted by the Americans. Although one of the best known Iraqi personalities abroad because of the leading role he played in making Iraq's case at the United Nations and

other international arenas, Aziz was not considered a member of Saddam's inner circle. "As a Catholic, I appeal to the Pope, to all honest people and to all the friends of my husband to help [ensure] he gets the justice that he deserves," she said. One recent report said Aziz was being held by the US army in Morocco, and he was also said to have surrendered after suffering two heart attacks.

His wife and other members of his family were reported to be living in Jordan. A member of the Chaldeen rite of the Catholic church, Aziz visited the Pope shortly before the outbreak of the Iraq war in February and travelled to Assisi to pray for peace at the tomb of Saint Francis.

Sydney Morning Herald, 1^{er} septembre 2003.

<http://www.smh.com.au/articles/2003/09/01/1062403458323.html?from=storyrhs>

Evidemment, l'idée que des intellectuels de gauche demandent la libération de Tarek Aziz, et des autres prisonniers politiques irakiens qui sont aux mains des sbires américains fait bondir la fiote stalino-sioniste Daeninckx, qui veut au contraire remplir les geôles de tous les pays avec les gens qui lui déplaisent, c'est-à-dire 98 % de l'humanité. Extrait d'un article, tronqué sur Internet, car il ne propose que des bouts pour se faire payer le reste !!!

« Cette fois, la Nouvelle-Droite fait dans l'humanitaire. Elle réclame la libération d'un pauvre homme "victime" de deux alertes cardiaques. Il s'agit ni plus ni moins de Tarek Aziz, le numéro deux du régime dictatorial irakien. Un homme qui du temps de sa splendeur n'a pas eu un mot de condamnation quand son maître, Saddam Hussein, gazait les populations kurdes, exécutait les chiites rebellés par centaines de milliers. »

<http://www.amnistia.net/news/articles/fascdoss/azizpeti/azizpeti.htm>

C'est vrai. Il aurait mieux fait de gazer les poubelles d'Aubervilliers.

RENDEZ-VOUS

Appels à des manifestations de soutien à la résistance irakienne.

Paris, Place Denfert-Rochereau, 13 h 30, samedi 27 septembre.

Rome le samedi 6 décembre.

Signatures de soutien à envoyer à < IRAQlibero@libero.it >

FAUX AMÉRICAINS

There are other more disturbing reports concerning the nature of the casualties in Iraq. There are now reports that as many as 40,000 of the 130,000 US troops in Iraq are non-citizen aliens recruited by unscrupulous military recruiters on the south side of the US/Mexico border. These recruiters are promising "green cards" to young Mexican men who join the army to fight in Iraq. Unfortunately, for these young men, they are not told that they will be assigned to the front lines. They are essentially being utilized as cannon fodder.

Worst of all there are, as of yet unconfirmed, reports that the Pentagon is not counting the casualties suffered by these "undocumented soldiers". These soldiers are given special uniform insignia and are treated differently from the regular US soldiers. The reports say that Mazen Dana, the Palestinian journalist who was killed by US soldiers in Iraq on August 17 was eliminated because he had pictures and was about to release a report confirming that the Pentagon actually buries these "undocumented soldiers" in the desert and never even sends their bodies back home. According to the report, journalist Mazen Dana had pictures showing US Army bulldozers shoving dead bodies with US military uniforms into open pits in the desert outside Baghdad. Mazen Dana was about to release a report that proved that these dead soldiers belonged to military companies consisting of these "undocumented soldiers".

La Voz de Aztlan

<http://www.aztlan.net/bigbushlie.htm>

5 - Le pays des faux-juifs

TOUJOURS L'INFERNAL BARATIN

Les Falachas *ne sont pas* des juifs

par Serge Thion

L'opinion publique est une nouvelle fois victime d'une manipulation par les appareils d'État. Les nouvelles en provenance d'Israël parlent du "retour" (le mot est mis entre guillemets par *Le Monde*) des Falachas, les "juifs éthiopiens". Il y a là une grave confusion dont on peut redouter les conséquences dramatiques.

L'Éthiopie est une mosaïque extrêmement complexe de sociétés diverses, régie par des traditions anciennes. Sa modernisation, longtemps refusée par l'interminable règne de Haïlé Sellassié, est encore rudimentaire. Les Falachas, dont le rôle qu'ils ont joué dans l'histoire éthiopienne est connu, ne se sont jamais dit juifs avant que certains missionnaires et certains voyageurs européens ne s'intéressent à eux et à leur particularisme religieux à partir de 1860. Physiquement semblables aux autres habitants du haut-plateau éthiopien, les Falachas parlaient autrefois une langue agaw, de la famille couchitique, cousine donc du galla et du somali, qu'ils ont abandonnée vers les XVI^e-XVII^e siècles au profit de l'amharique, langue sémitique de l'aristocratie chrétienne et du pouvoir central. La seule langue liturgique qu'ils connaissent est le guèze qui est celle également de l'église éthiopienne. Les Falachas ignorent totalement l'hébreu et l'araméen comme ils ignorent la Mishna et la tradition talmudique qui encadrent l'existence de toutes les communautés juives historiques. Ils possèdent en revanche à côté de l'Ancien testament (en guèze), des Livres apocryphes qui figurent, ou ont figuré, avant la réforme du XII^e siècle et celle de Zara Yaqob du XV^e, dans le corpus des textes sacrés de l'église éthiopienne et d'autres églises orientales. Ils ajoutent à cela beaucoup d'autres croyances qui sont typiquement éthiopiennes, y compris l'excision des filles. Ils sont de toute évidence des chrétiens "séparés" (c'est le sens même du mot *falacha*) qui ont poussé la rigueur de l'observance des préceptes de l'Ancien testament jusqu'au rejet du Nouveau. Obsédés eux-mêmes par les purifications, ils tiennent les chrétiens pour particulièrement impurs. Outre les Livres, ils ont gardé une organisation proche de celle de l'église avec des prêtres (qui ne sont nullement des rabbins) et des moines. Ce serait bien le seul cas d'un monachisme juif organisé.

On ne sait pas bien dans quelles circonstances particulières les Falachas ont affirmé une identité religieuse singulière. C'est assez probablement entre le X^e et le XII^e siècles à la suite d'une longue crise dynastique, dans les détails de laquelle je n'entrerai pas ici, sauf pour remarquer qu'elle se termine par le déclin politique des peuples de culture agaw -- mais non par leur disparition puisqu'il reste différents groupes de langues agaw et de confessions diverses. On sait que de toutes les églises chrétiennes, l'église monophysite d'Éthiopie est la plus proche des prescriptions de l'Ancien testament, au point que beaucoup d'auteurs l'ont qualifiée de judaïsante. (1) Le Négus se présentait toujours comme le descendant direct de Salomon et de la reine de Saba. Les Falachas, entrés en dissidence contre une Église qui incarnait l'État (celui que nos gens du Moyen Âge appelaient l'Empire du Prêtre Jean) sont retournés à une stricte observance de l'Ancien Testament, inventant *pour leur propre compte* un judaïsme qu'ils tenaient sans doute pour disparu. S'ils avaient voulu s'identifier aux véritables juifs, ils n'auraient pas manqué d'acquérir le Talmud, ce qui aurait été très facile en raison de la présence juive dans le Yémen voisin. Ils faisaient simplement ce qui est arrivé mille fois dans l'histoire de la chrétienté: un retour à l'"orthodoxie". Chacun est évidemment à soi-même sa propre orthodoxie. Par conséquent, les Falachas *ne sont pas juifs*, historiquement parlant, ce sont des schismatiques vétéro-testamentaires. Ils ne sont ni les premiers ni les derniers à

¹ Voir, entre autres, Maxime Rodinson, " Sur la question des " influences juives " en Ethiopie ", *Journal of Semitic Studies*, printemps 1964.

s'engager dans cette direction. La Réforme elle-même en sait quelque chose. (1)

Ce sont les missionnaires évangélistes et les voyageurs épris d'exotisme qui ont inventé à la fin du siècle dernier l'histoire des "Juifs noirs". (2) Que certains Falachas se soient laissé convaincre qu'ils avaient intérêt à accréditer cette histoire est bien possible. Et que savaient-ils du monde extérieur ? Pour eux, Israël ne pouvait ressembler qu'à ce qu'ils en connaissaient par la Bible. On mesure mieux la déconvenue qui les attend. En tant que minorité dans un océan de minorités, surtout artisans (forgerons, potiers, maçons, fort appréciés), ils pouvaient avoir intérêt à se trouver des protecteurs étrangers puissants. Il est néanmoins curieux de constater que l'État d'Israël, quand il en avait tous les moyens, c'est-à-dire quand il était si proche du régime impérial qu'il pouvait disposer de bases secrètes en Mer rouge, dans l'archipel des Dahlak, n'a rien fait pour faire venir les Falachas et qu'il était même assez nettement hostile à l'idée de leur reconnaître une éventuelle judaïté. Ce n'est, comme nous l'apprend *Le Monde* du 5 janvier, qu'en 1975 qu'on leur accorda la possibilité de bénéficier de la "Loi du retour", retour bien mythique comme on le voit. C'est donc après la révolution qui a fait tomber le vieux despote et le recul de l'influence israélienne sur le pays. Et c'est au moment où les autres sources d'immigration semblent se tarir, que l'émigration prend de l'ampleur, que l'on s'avise qu'il y a en terre d'Afrique un réservoir de "juifs" inexploité. L'agitation de certains milieux sionistes américains n'y est d'ailleurs pas étrangère. Les rabbins restent méfiants puisqu'ils imposent aux nouveaux arrivés une cérémonie de "renouvellement" de leur foi qui, naturellement, les scandalise.

Le grand rabbin sépharade Ovadia Yoseph leur a accordé l'estampille juive en les déclarant descendants de la tribu (perdue) de Dan. Affirmation grotesque, dépourvue du moindre fondement. Il faut, à tous les stades de cette "opération Moïse" recourir au mensonge historique. Car on retourne à la question qui est centrale pour l'existence d'Israël: qui est juif ? Et surtout: qui le décide ? Certains convertis sont rejetés. D'autres, qui ne se veulent pas juifs sont revendiqués. Déjà, dans la Bible, on voit fonctionner cette question comme un instrument destiné à justifier l'extermination des peuplades cananéennes. Aujourd'hui, **la "Loi du retour" est le pendant nécessaire de l'expropriation et du massacre des Palestiniens.**

Ce qui est scandaleux, c'est de baptiser du mot d'"opération humanitaire" une manoeuvre des autorités israéliennes, réalisée par le Mossad, qui n'est pas précisément connu pour ses actions caritatives. Les Falachas fourniront une main d'oeuvre à bon marché, exploitable à merci puisque difficilement intégrable, qui permettra de déprimer un peu plus le marché du travail arabe. Cette injection brutale d'un lumpenproletariat nouveau permettra de tirer toute la structure sociale vers le bas et de renforcer les tendances autoritaires que l'on a déjà vues à l'oeuvre sous le "roi" Begin. Les juifs venus des pays arabes, que l'on appelle déjà gracieusement "les Noirs", n'ont qu'à bien se tenir.

On profite de l'effroyable misère qui s'abat sur des millions d'habitants des tropiques africains brûlés par la sécheresse. Comment une discrimination aussi politiquement motivée pourrait aider à résoudre l'énorme problème humanitaire qui se pose là avec une cruelle insistance ? Combien d'enfants auraient pu survivre grâce aux 300 millions de dollars qu'a déjà coûté cet exode absurde ? Les Falachas, déracinés, jetés dans un monde qui heurtera jusqu'à leur sensibilité religieuse, auront perdu leur famille, leur patrie, cette riche et diverse Ethiopie qui souffre de difficultés qu'on veut espérer passagères. Les vrais gagnants de cette opération ne sont pas les Falachas.

10 janvier 1985. Samizdat.

¹ On connaît le cas de ce village italien qui, en plein XX^e siècle s'est converti à un judaïsme qu'il croyait disparu. Voir E. Cassin, *San Nicandro*, Paris, 1957. J'ai analysé certains cas de prophétisme " éthiopien " et " sioniste " dans des églises noires sud-africaines (*Le Pouvoir pâle*, Seuil, 1969).

² Parmi les récits des anciens missionnaires et voyageurs : Henry Stern, *Wandering among the Falashas*, Londres, 1862 ; J. Faitlovitch, *Notes d'un voyage chez les Falashas (Juifs d'Abyssinie)*, Paris, 1905 ; M. Cohen, *Rapport d'une mission linguistique en Abyssinie*, Paris, 1912 ; J. M. Flad, *60 Jahre in der mission unter den Falashas*, Bâle, 1922. Plus récent, W. Leslau, *Coutume des Falashas*, Paris, 1957. Plus accessible, le chapitre VII de *La Vie quotidienne des Ethiopiens chrétiens (aux XVII^e et XVIII^e siècles)* de Jean Doresse, Hachette, 1972.

IMPORTATION DE TUEURS D'ÉLITE

Chechnya veterans serve as IDF snipers

By Amos Harel

The IDF has recently begun stationing new immigrant soldiers, veterans of the Russian army's fighting in Chechnya, **as snipers in the territories**. The snipers have been organized into a unit known as the "immigration (aliyah) brigade." Membership in this unit, which came into being after the outbreak of the intifada, is made up mainly of relatively older immigrants, aged 40 or older, who were not eligible for reserve duty because of their age. Nevertheless, they volunteered to serve on security details in the settlements.

The members of the unit had requested that they be allowed to contribute the skills they learned as sharpshooters during the fighting in Chechnya between the Russian army and Chechnyan separatists. So the IDF began stationing some of them in its reserve units in the territories. Immigrants with special sharpshooter skills then began to assist the army in overcoming weak points in various locations in the territories. A senior security official told *Haaretz* that some of the immigrants are much more highly trained and experienced as sharpshooters than is the norm in the IDF. While the IDF conducts a five-week snipers' course, the Russian army trains its sharpshooters for about a year in infantry units.

The official also said that the professional experience gained by the immigrants in Chechnya had been very helpful to the IDF in the fighting in the territories. He noted that local commanders in units where the immigrant-snipers have been stationed pressure their superiors to keep them on duty for extended periods of time. Over the last decade, the IDF has changed and significantly improved its method of sniper training. **A large number of the armed Palestinians that have been injured during violent incidents in the territories over the past three years have been shot by IDF snipers.** The same was true of incidents involving the Hezbollah in Southern Lebanon during the years prior to the withdrawal of the IDF in May 2000.

New immigrants from Russia also make up a significant number of the sharpshooters in the ranks of the regular army. The number of sharpshooters among the new immigrants is greater than their relative numbers in other combat units (where they make up approximately one-fourth of all combat soldiers). IDF officers claim that the new immigrant soldiers usually have **more patience** than their native-born Israeli counterparts, with patience an important characteristic required of snipers. The officers say that the new immigrants also stand out in terms of their technological know-how and skills, which is one of the important requirements for entry into a sharpshooters' training course.

Ha'aretz, 22 septembre 2003.

<<http://www.haaretzdaily.com/hasen/spages/342908.html>>

6 - Les Mystères de New York

Voir le site **PI911 The People's Investigation of 9/11**

<<http://www.911pi.com/#home>>

*Persone ne sait rien. Les "détourneurs d'avion" ne savaient peut-être pas ce qu'ils faisaient et les gens qui les ont aidés auparavant, ou qui les ont simplement rencontrés ne savaient pas non plus ce que les détourneurs allaient détourner. Voilà la résultat de deux ans d'enquête du FBI, 7000 enquêteurs sur le terrain et 180.000 interrogatoires plus tard !!!! Si on avait voulu conforter l'hypothèse selon laquelle ces dix-neuf Arabes, **s'ils ont jamais existé**, ont été les dindons d'une sinistre affaire et se sont fait mener en bateau par plus malins qu'eux, on aurait fait la même enquête-fleuve que celle du FBI.*

Who Aided Hijackers Is Still Mystery

FBI Disputes Findings Of Congressional Inquiry

By Dan Eggen

Two years after al Qaeda terrorists slammed jetliners into the World Trade Center and the Pentagon, FBI and congressional investigators remain deeply divided over whether the 19 hijackers received help from other al Qaeda operatives inside the United States and **still are unable to answer some of the central questions** in the case.

The uncertainties persist despite the largest FBI investigation in U.S. history -- which has included 180,000 interviews and 7,000 agents -- and raise the possibility that Americans will never know precisely how the conspirators were able to pull off the most devastating terrorist attacks in U.S. history. "We know quite a bit about the attacks," FBI counterterrorism chief Larry Mefford said last week. "Unfortunately, we don't know everything."

Some of the doubts surround intriguing details: Investigators still have no firm grasp on why the hijacker pilots booked layovers in Las Vegas during apparent practice runs on commercial airliners in 2001. Authorities also have found no definitive explanation for why ringleader Mohamed Atta and another hijacker, Abdulaziz Alomari, began their suicidal journey on Sept. 11, 2001, with a seemingly risky commuter flight from Portland, Maine, to Boston -- coming within minutes of missing their flights out of both cities. And what exactly was discussed at a pivotal meeting in Kuala Lumpur in January 2000, where investigators believe -- but cannot prove -- that the Sept. 11 plot was put in motion?

But perhaps the biggest riddle -- one that has only become murkier in recent months -- centers on the support given to the hijackers while they were laying the groundwork for the attacks, and what that suggests about a pre-existing network of operatives in the United States.

A recent congressional inquiry raises the possibility that al Qaeda supporters were in place in this country to help the hijackers; were aware of at least some aspects of the plot; and may have been supported by elements of another government, Saudi Arabia. **If true**, that could mean that domestic accomplices to the attacks are still at large.

FBI investigators -- who initially believed that such a support network was likely -- concluded by early 2002 that no evidence could be found of any organized domestic effort to aid the hijackers. Since then, FBI, Justice Department and intelligence officials have portrayed the hijacking teams as disciplined operatives who kept to themselves and did not draw upon existing terrorist cells for help. Investigators believe the hijackers relied on unwitting fellow immigrants in obtaining apartments, identification papers and other assistance after they had entered the United States.

"While here, the hijackers effectively operated without suspicion, triggering nothing that would have alerted law enforcement and doing nothing that exposed them to domestic coverage," FBI Director Robert S. Mueller III said during a joint inquiry of House and Senate intelligence committees in June 2002. "As far as we know, they contacted no known terrorist sympathizers in the United States."

But in a scathing report released this summer, the joint inquiry reached a much different conclusion: that intelligence sources and the FBI's own investigation had revealed contacts between the lead hijackers and at least 14 suspected terrorist associates in San Diego and elsewhere in the United States -- including several whom the FBI was monitoring at the time of the contacts. The congressional inquiry also alleged that two of the associates may have had ties to the Saudi Arabian government, a charge that has strained U.S. relations with Riyadh.

The claims refocused attention on the performance and competence of the FBI, which along with the CIA, came under fierce criticism last year for not acting more aggressively to locate two of the hijackers who were known to have entered the United States in the summer of 2001. "The fact that so many persons known to the FBI may have been in contact with the hijackers raises questions as to how much the FBI knew about the activities of Islamic extremist groups in the United States before September 11," the congressional report concluded, adding that the extent of any support network "is vitally important in understanding the modus operandi of the hijackers and al Qaeda."

Daniel Benjamin, a former National Security Council official in the Clinton administration who has criticized the FBI's role in combating terrorism, said, "The FBI's line for the longest time after 9/11 was that this was a revolutionary act in terms of the history of terrorism because it

was done by terrorists who came into this country and did not plug into the local infrastructure. Now it looks like that is not the case."

But officials at the FBI and elsewhere in the Bush administration strenuously dispute those characterizations, arguing that the congressional inquiry's conclusions rely on outdated or inaccurate evidence and contradict the most recent findings in the case.

Officials said all of the alleged associates referred to in the report have been exhaustively investigated. Although some of the key figures appear to have radical Islamic beliefs or ties, **there is no evidence of prior knowledge or involvement** in the Sept. 11 plot, investigators said.

"The 14 people that they say are so-called associates to the hijackers have been thoroughly investigated and, in some cases, are two and three times removed from any hijackers," one investigator said. "These were people who had some limited contact with people who later turned out to be hijackers; that does not mean they were in on anything or part of al Qaeda."

Eleanor Hill, staff director for the joint House-Senate inquiry, said she remains concerned that the FBI and other U.S. intelligence agencies are "missing the point" of why contacts between hijackers and suspected terrorist associates are important. "The question shouldn't be, 'Did these people know about the plot?' " she said. "The question should be, 'Were they placed here by al Qaeda to help al Qaeda operatives, whether or not they knew about the plot, and are they still here?' " For example, Hill noted, the CIA found that al Qaeda lieutenant Khalid Sheik Mohammed, the mastermind of the Sept. 11 attacks, traveled to the United States as recently as May 2001 and had sent recruits here to establish terrorist networks. CIA Director George J. Tenet also told the inquiry that **most of the Sept. 11 hijackers may not have known details of their mission**. "It's very consistent for al Qaeda operatives not to know exactly what is being planned, but that does not mean they aren't here or don't pose a threat," Hill said.

The congressional inquiry released to the public in July provides details on approximately half of the 14 associates alleged to have had contact with the hijackers. They include an unnamed individual who took flight training with hijacker Hani Hanjour in Phoenix, and another unidentified person "on the East Coast" who had ties to one of Atta's former college roommates.

But the most controversial allegations, the ones that receive the most attention in the report, center on a cast of characters in San Diego, where hijackers Khalid Almihdhar and Nawaf Alhazmi settled in early 2000. The differing opinions on the events in San Diego illustrate the depth of disagreement between the congressional inquiry team -- which concluded that the hijackers probably were aided by terrorist associates -- and FBI investigators, who have determined that the contacts were essentially innocent.

The most prominent associate named in the report is Omar Bayoumi, a Saudi national who befriended the hijackers and apparently encouraged them to relocate from Los Angeles, where they had arrived in January 2000, to San Diego.

There is great debate within intelligence and law enforcement circles about Bayoumi and whether he had ties to al Qaeda operatives or was, as one source told the FBI, an agent for the Saudi government. The FBI, which recently completed interviews with Bayoumi in Saudi Arabia in reaction to pressure from Congress, has concluded that those claims are without merit and has largely abandoned further investigation, sources said.

One key component of the conflicting assessments of Bayoumi was his initial meeting with Almihdhar and Alhazmi.

According to the inquiry's report, an unnamed source interviewed by the FBI said he traveled to Los Angeles with Bayoumi on Jan. 15, 2000, to visit the Saudi consulate, details of which the FBI has not been able to determine. Afterward, the report said, Bayoumi and the source went to a restaurant, where they struck up a conversation with Almihdhar and Alhazmi after hearing them speak Arabic. The report notes suspicions by FBI agents that the "meeting at the restaurant may not have been accidental," and an FBI written response to the inquiry refers to the encounter as a "somewhat suspicious meeting with the hijackers."

But FBI investigators said that subsequent investigations have erased many of their suspicions. Investigators have determined through interviews that Bayoumi and his companion initially sought out a different Arabic restaurant that had closed and been turned into a butcher shop. The butcher has told the FBI of encountering the pair, and of directing them to the other restaurant, where they met the hijackers.

FBI officials said they also have discounted other suspicious information about Bayoumi, including a claim by one source that Bayoumi delivered \$400,000 from Saudi Arabia to a Kurdish mosque in San Diego. While Bayoumi did provide a cashier's check for the hijackers' initial rent payment and security deposit in San Diego, it amounted to nothing more than a "seven-minute loan" that was repaid with a cash deposit into Bayoumi's bank account, one investigator said.

The bureau's Sept. 11 investigative team, which is still tracking down details of the plot, has reached similar conclusions about other associates named or referred to in the congressional inquiry report.

"There is no indication that these people who provided assistance knew what they were up to," said Mefford, the head of counterterrorism and counterintelligence at the FBI. "Most of this assistance is very benign cooperation... **Did anyone in the United States know what they were up to? At this point, there is no evidence of that.**"

The Washington Post, 10 septembre, 2003; Page A01. Research editor Margot Williams contributed to this report.
<<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A51669-2003Sep9.html>>

FLASH

Les boushards vont être sévèrement rappelés à l'ordre.

Le flash de leur premier avion destructeur s'est fait flasher.

Images en ligne et interprétations sur

<<http://911pi.com/6/ubb.x?a=tpc&s=5396090821&f=2776046741&m=878604633>> (forum lists, flights 11).

J'émetts seulement l'hypothèse qu'il s'agit de "leur" avion, du fait même de ce flash.

Jean Doutefort, au courrier.

A PROPOS DU VOL AA 587

"Notre but en tenant ce briefing aujourd'hui est de fournir une mise à jour sur l'enquête du Safety Board, sur le crash du vol 587 d'American Airlines du **12 novembre 2001**, et de délivrer des recommandations de sécurité qui ont émergé lors de la première étape de notre investigation."

L'enquête du National Transportation Safety Board (NTSB) sur le crash du vol 587 continue. Le but de cette enquête -- comme dans chaque enquête -- est de déterminer la cause de l'accident et d'empêcher qu'il se reproduise.

Il y a presque 3 mois, 265 personnes ont perdu la vie quand le vol 587, un Airbus A-300-600, est tombé dans le voisinage de Belle Harbor à New York. Cela a été le deuxième accident d'aviation le plus mortel dans l'histoire des Etats-Unis. Voir les questions soulevées par un observateur bien renseigné:

"La conséquence de ce crash, c'est que depuis plusieurs mois déjà l'affaire du TWA 800 refait aussi surface, et les autorités américaines sont désormais mises en cause et accusées d'avoir trafiqué la vérité, et caché qu'**un missile du type Stinger** avait touché l'avion. Je dispose en plus d'un document d'un service de renseignement officiel qui démontre que des recherches étaient faites dans ce sens. Dans ce cas quel crédit accorder aux nouvelles affirmations des autorités US sur le vol 587 ? Tout est fait dans cette affaire pour accréditer la thèse de l'accident en multipliant les hypothèses, dans le but évident de détourner l'attention, pour faire croire qu'il n'y pas eu le moindre attentat ou sabotage contre le vol 587. **Il faudrait être aveugle pour ne pas s'en rendre compte.** Il y a un silence total sur l'explosion et l'incendie qui a été vu à bord et dont les témoignages ont été volontairement ignorés dès le départ par les autorités. Ensuite il y a la perte des moteurs dont on ne parle toujours pas.

Marc Filterman, ancien "mécanicien propulseur sur réacteur" est un peu fâché avec l'orthographe mais il pose des questions redoutables.

<<http://membres.lycos.fr/filterman/vol587-ntsb.htm>>

7 - Le ROW

CHICANER LES CHICANOS

L'attaque juive contre nos amis et alliés de *La Voz de Aztlan*

Israel Attacks Aztlan

by Ernesto Cienfuegos, *La Voz de Aztlan*

Los Angeles, Alta California- September 4, 2003 - (ACN) A high level operative of the Israeli Moledet Party has just written a vicious attack against Cruz Bustamante, MEChA and *La Voz de Aztlan*. Arno Weinstein, who specializes in raising funds for the party, wrote a very long diatribe titled, "Aztlan and Palestine" that was published today in the *Arutz-Sheva*, a publication of the Israel National News Network.

The Moledet Party's principal platform is to "deport" or expel all Palestinians to neighboring Arab countries, and more specifically to Jordan. The party holds two cabinet posts and seven Knesset seats and was founded by the super racist Rechavam Zeevi, an Ariel Sharon government minister who was recently assassinated. Rechavam Zeevi was a hated ultra right wing politician and former general of the Israeli Armed Forces that was fond of calling the Palestinians "lice" and a cancer on the body of Israel. The former major-general advocated the expulsion of the 3 million Palestinians from the West Bank and Gaza Strip. He would often go on anti-Palestinian tirades on Israeli radio saying, "They [referring to Palestinians] arrived here and are trying to become citizens because they want social security and welfare payments." Does this sound familiar?
<<http://www.aztlan.net/zeevi.htm>>

The Moledet Party is supported financially by a large number of American Jews who believe the same things about Mexican-Americans as they do about the Palestinians. This was clearly articulated by Stephen Steinlight, a former Director of National Affairs of the American Jewish Committee. Dr. Steinlight wrote a long rambling anti-Mexican immigration elitist paper titled, "The Jewish Stake in America's Changing Demography : Reconsidering a Misguided Immigration Policy" that was published by the Center for Immigration Studies.
<<http://www.cis.org/articles/2001/back1301.html>>

Here in the USA, Cruz Bustamante's candidacy for governor of California, has also unleashed a barrage of attacks against *La Voz de Aztlan* by the Zionist controlled media that includes Rupert Murdoch's "Fox News," Michael Eisner's multitude of radio stations and the *Jewish Observer* of Encino, California.
<<http://www.jewishobserver-la.com/CommunityNews.html>>

Below for your perusal is the full text of the vicious attack against Cruz Bustamante, MEChA, and *La Voz de Aztlan* by Israeli government representatives:

Aztlan and Palestine

by Arno Weinstein

What is considered a wholly ridiculous position of the lunatic-left in the political environment of the United States is a completely viable position when it comes to the Middle East. The claim that Mexican-Americans are entitled to their own country in the southwestern United States is dismissed by the overwhelming majority of Americans with the disdain that can only be mustered by the confident. Yet the very same sort of claim made by a group of Arabs toward the State of Israel is taken so seriously that it is on the primary agenda of the President of the United States.

What - you say - the Palestinians have a justifiable position and besides, who ever heard of any group claiming land in the United States? Well, wrong on both counts. The Arab attempt at a land grab from the Jewish State is just that, and while most are unaware, an unseen growing number of disillusioned immigrants (first, second and third generation) support the creation of Aztlan. That's right, Aztlan, a nation of the Chicanos to be forged from the American states of California, Nevada, Utah, Colorado, Arizona, New Mexico and Texas.

Who are these fanatics who struggle for the creation of the Aztlan nation? They are some of the most virulent racist and mind-boggling Jew-haters in the United States today. They,

along with the seekers of a Palestinian state, are among the greatest promulgators of lies, myths, fantasies and outright hate throughout the world. From blatant racist beliefs to the denigration of all things Jewish, these groups thrive on imaginary demons manufactured in the degenerate minds of haters throughout history.

As a byproduct of the contested gubernatorial race in California, the **Movimiento Estudiantil Chicano de Aztlan or MEChA** has come to the attention of many. Democrat challenger for governor, and current lieutenant governor, Cruz Bustamante was an active member of MEChA in the 1970s and has, according to press reports (and web sites associated with MEChA), refused to denounce the goals and purposes of the organization. In fact, Mr. Bustamante considers MEChA a fine association for the development of young leadership.

MEChA claims to be a "national student organization that promotes education and defends the rights of Chicanos/Mexicans and Central and South Americans." That may be true enough, but the rest of the story is far more significant. MEChA's stated goal is the "liberation" of Aztlan, a territorial region encompassing all of the southwestern U.S. The group seeks to create, through what appears to be any means necessary, a new nation either confederated with Mexico or completely under Mexican authority. The occupying force now destroying the Chicano "culture" is everything and everyone not associated with the liberation of Aztlan. The racism expressed in their platform is staggering. The sort of 1960s rhetoric of the "underclass" is merged with a Nazi-like ideology that leaves the uninitiated reader reeling.

Like most third-world liberation movements, MEChA aligns itself with other "struggling" peoples, most notably, "the Palestinians." And this identification is given a provocative and malevolent voice through a prominent link on MEChA chapter web sites, i.e., the racist, hate-filled site of newspaper *La Voz de Aztlan* or The Voice of Aztlan. As the putrid depravity pours forth from this web site, Cruz Bustamante and the Democrats that support him refuse to reject the hate-mongering of MEChA and its fellow travelers.

La Voz de Aztlan begins with the Jew-hatred parroted from Arab sources and concludes with the basest lies scraped together from Nazi and White Supremacist voices of hate. While supporting the candidacy of Cruz Bustamante, "La Raza," that is, "The (Chicano) Race," accuses the Jews of creating the "manjewrian candidate" of Gray Davis. The assertion is: California Governor Gray Davis is a brainwashed automaton fashioned by the Jews to do their bidding. Further examination of their propaganda reveals a fully developed ideology of rejectionism and Jew-baiting matched only by the PLO.

In an article entitled, "The 'Kosher Nostra Scam' on the American Consumer," Ernesto Cienfuegos asserts that there is the illegal Jewish "Kosher Tax" that the rest of America is forced to pay to fill the coffers of "the rabbis." These rabbis then pour their money into the "Ariel Sharon Zionist government of Israel" to produce anti-Palestinian propaganda. As a service to the America public, *La Voz de Aztlan* claims to expose the treachery of the Jews as they soak the average consumer with a "Jewish Tax amounting to hundreds of million of dollars per year." According to Cienfuegos, "[t]he scam is to coerce the companies to pay up or suffer the consequences of a Jewish boycott." The voluntary kosher certification program serviced by many Jewish organizations is, at various points in the "expos?" called a "payola operation," a "protection racket" and a "swindle." *La Voz de Aztlan* does not neglect to include the old canard that "the food companies succumb to the blackmail because of fear of the Jewish dominated media and a boycott that may eventually culminate in bankruptcy."

Were this written filth not part of a brewing political storm, and if it did not match in tone, content and sentiment with those striving for Palestine, it would be too ridiculous to cite. That anyone other than the brainwashed or delusional would contend that these gross invectives are true is absurd, yet few are willing to recognize the identical voice coming from the supporters of a Palestinian state.

The most perverse, yet honest, theme throughout the pages of *La Voz de Aztlan* is the link between "La Raza" and the "Palestinians." In fact, the goals of the Aztlan separatist movement and the aspirations of the Palestinian Authority are remarkably similar. While the likeness of kind is easily recognized by the Aztlan liberation advocates, Americans favoring a Palestinian political entity would be shocked at the identical use of imagery and language that strips bare the Aztlan/Palestinian hatred of the Jews. The Aztlan voice eerily mimics the positions and topics put forward by the Palestinian Authority. An editorial written in *La Voz de Aztlan* relates the plight of the Palestinians and the Chicanos **as one and the same**.

With language borrowed from Arab supporters of a Palestinian state, the editorial asserts that the Jews have replaced the Nazis and have committed even greater crimes than the Nazis against their enemy.

Asking the question of why the Jewish people have been expelled from so many countries throughout history, *La Voz de Aztlan* blames the victim for their wretched plight. In fact, the newspaper goes to the trouble of listing all the countries forcibly removing the Jews and the dates of the expulsions. This recitation is an attempt to demonstrate the universal opinion that the Jews are the source of all things bad in the world. The claim, much like that made by the Arab Jew-haters, that *La Voz de Aztlan* is opposed to Zionism and not to Jews is completely and utterly made false by the "kosher tax" attack and the blaming of Jews for their own historical expulsions, and the posting and reprinting of the *Protocols of the Learned Elders of Zion*. In an "Editor's Note" introducing the full repetition of the Protocols, *La Voz de Aztlan* asks the reader to judge for himself whether or not the anti-Semitic screed rings true.

Time and time again the baseless claims of the Arabs to the land of Israel are matched with the baseless claims of the Chicanos to Aztlan. Continuing on this theme is the attack upon the relationship between the United States and Israel. Because the United States supports the existence of the State of Israel, the horrendous terrorist attacks of September 11, 2001, were to be expected. Most Americans will be disturbed by the pervasive attitude that either the United States deserved what it got on 9-11 or that somehow the Jews orchestrated the events and this, too, was America's fault.

In an article entitled, "Osama bin Laden: The 'Pancho Villa' of Islam", Ernesto Cienfuegos best exemplifies the troubling arguments from the Aztlan/Palestinian perspective. Cienfuegos properly captures the heroic nature of bin Laden for Arab circles in comparing him to Pancho Villa and the admiration of the latter desperado among the Chicano population. By suggesting a folklorish aura surrounding both bin Laden and Villa, the author makes clear the worship of the criminal rogue that so typifies the rejection of civilization held by the Aztlan/Palestinian worldview.

Should logical, rational thought prevail, the Aztlan/Palestinian **concept of historical revisionism** would be completely defeated. Cruz Bustamante fears the consequences of repudiating the anti-Zionism of his past associations, while others who have hitched their wagon to a "Palestinian peoplehood" tremble at jettisoning their greatest weapon against the Jews. Both must overcome the phantoms in their closets and allow the light of day to cleanse their otherwise dark existence. "Google" Aztlan and Palestine and see for yourself the threat both hold to the civilized world. The reasonable among us will gratefully embrace the fact that there is no Aztlan and, indeed, there is no Palestine.

Arutz-Sheva, September 4, 2003

Related *La Voz de Aztlan* article:

"The Israelization of the USA and its Dangers to Mexico"

<<http://www.aztlan.net/israelization.htm>>

La Voz de Aztlan, 4 septembre 2003

<<http://www.aztlan.net/israelattacksaztlan.htm>>

LA FRANCE SOUS LA BOTTE

Le maire de Seclin (Nord) condamné à 1.000 euros d'amende pour un appel au boycott de produits israéliens

Douai (AP) - Jean-Claude Willem, le maire communiste de Seclin (Nord), a été condamné jeudi matin par la cour d'appel de Douai à 1.000 euros d'amende pour discrimination à l'égard d'une nation, en l'occurrence Israël, a-t-on appris de source judiciaire. Il avait été relaxé en instance.

Le maire avait souhaité en octobre 2002 que les jus de fruits israéliens ne soient pas servis dans les cantines de sa ville qui n'en avait d'ailleurs jamais acheté. L' élu voulait à l'époque attirer l'attention sur "la situation du peuple palestinien" et signifier son désaccord avec la "politique guerrière d'Ariel Sharon". Deux plaintes avec constitution de partie civile pour discrimination à l'encontre d'une nation, d'une race ou d'une religion avaient alors été déposées à Lille (Nord) par deux membres de la communauté juive du Nord-Pas-de-Calais, dont son président Jean-Claude Konnar.

AP <<http://fr.news.yahoo.com/030911/5/3e3kj.html>>

LA PUTASSERIE, ÇA PAYE CASH

On se souvient qu'une certaine "porte-parole" des Verts fit scandale, il y a quelques mois, en affirmant publiquement qu'elle brandirait le drapeau israélien dans les manifs. Cette Aurélie Filippetti, (ou Filippetti) en manifestant ainsi un sionisme débordant à l'heure où assassins militaires israéliens se couvraient de sang, devait bien se douter que sa conduite lui vaudrait quelques gratitudes. Lorsqu'ensuite elle demanda l'exclusion de militant(es) qui avaient comme tort principal de demander la décolonisation totale de la Palestine, elle suscita des sanglots de reconnaissance dans la corporation des bouchers sionistes. Elle n'a pas attendu longtemps.

Comme elle venait de commettre un mince opusculé intitulé *Les derniers jours de la classe ouvrière* où elle évoque son enfance de mineur communiste d'origine italienne, sujet déjà mille fois traité et rebattu, dans un style moderne plein de phrases verbales, elle a eu droit à une page du *Monde* (17 septembre 2003, c'est la page 33). Ce n'est pas dans *Le Monde* des livres, où l'on traite de littérature, en principe, et non de cahiers d'écolière, mais c'est signé par Josyane Savigneau, la bignolle des lettres. La Filippetti s'est fait tirer le portrait, pour l'occasion, et l'on peut admirer, éclairé par le dessus, son beau profil prognathe, surmonté d'un long tarin à l'italienne.

Peu important les banalités qu'elle a cru devoir asséner au lecteur. Si elle avait promis de brandir le drapeau mongol, ou la petite culotte de la kabbaliste Madonna, elle n'aurait pas eu sa page dans *Le Monde*. Mais **puisque'elle brandit le drapeau marqué de l'étoile de David, alors elle a du talent littéraire**. Et il est bien normal que le public en soit massivement averti.

D'ailleurs, puisque l'aigre bovoyrienne avait passé ce délicat épisode sous silence, la Filippetti a écrit dare-dare au *Monde*, sous un pseudonyme transparent (Lola Kam), pour revendiquer "son opposition au pro-palestinisme des Verts". "Il aurait été opportun de l'écrire, poursuit la fausse Kam, car ces prises de position lui valent d'être remise en cause au sein même des Verts", ce qui, somme toute, est une bonne nouvelle. Les Verts se ridiculisent en exhibant cette gourgandine.

INTERVIEW D'ISRAEL SHAMIR

Frage 1: "Israel Shamir, es freut mich, Dich hier auf Orient Online begrüßen zu dürfen. Dein kraftvoller Artikel 'Das Märchen von den zwei Staaten' (auf englisch) berührt einige wichtige Fragen im gewaltlosen Kampf für einen gerechten Frieden zwischen Palästinensern und Israelis. Bevor ich Deinen Artikel gelesen habe, bin ich von einer Zwei-Staaten-Lösung ausgegangen. Du favorisierst eine Ein-Staat-Lösung. Könntest Du diese Haltung bitte erklären und uns sagen, warum dies Deiner Ansicht nach realistischer ist als eine Zwei-Staaten-Lösung."

Israel Shamir: "Unser größtes Problem sind die Flüchtlinge von 1948 und die zerstörten Dörfer von 1948. Sie stehen auf verschiedenen Seiten der Grünen Linie. Deshalb muss die Grüne Linie weg. Unser zweites Problem ist der Mangel an Wasser, das die Juden ausgeschöpft haben. Das sollte jetzt zusammen gelöst werden. Unser drittes Problem sind die jüdischen Siedler. Es ist leichter, sie dort zu lassen, als sie wegzubewegen. Unser viertes Problem ist Rassismus.

Der einzige Ausweg ist, den jüdischen Staat aufzulösen. Wenn Ein Staat das Flüchtlingsproblem lösen könnte, würden wir sagen: das reicht schon (zur Rechtfertigung). Wenn er das Wasserproblem lösen könnte, würden wir sagen: das reicht schon. Doch er löst es alles zusammen. Außerdem haben wir sowieso Einen Staat. Wir müssen ihn also nur demokratisieren!"

Frage 2: „Du lebst im Land und wirst Dich im alltäglichen Leben in Israel Palästina auskennen. Auch ich denke, dass letztlich beide Lager in irgendeiner Form zusammenleben müssen. Der Krieg hat eine pragmatische Ebene und eine Bewusstseins-Ebene. Wenn Du sagst, dass Israel einen palästinensischen Staat niemals geschehen lassen wird und dass die Siedler nicht bewegt werden können, was macht es dann möglich, Israel von einem jüdischen Staat in einen Staat zu überführen, in dem die

Palästinenser weit mehr wären als eine rechtlose Minderheit? Oder vielleicht ist es keine Frage der Wahl."

Israel Shamir: "Die Israelis haben nie darüber nachgedacht, mit Nicht-Juden unter Gleichheits-Bedingungen zu leben. Trotzdem wollen sie das ganze Palästina behalten. Deshalb ist es leichter, sie Palästina 'haben' zu lassen, wobei sie ihre Vorherrschaft verlieren. Es gibt mehr Wege als bloße Gewalt, um den Gegner zu schlagen, Integration ist eine davon.

Die zweite Erwägung ist die öffentliche Unterstützung, die wir gewinnen können. Wenn wir von palästinensischer Unabhängigkeit sprechen, dann erscheint das Problem als 'nicht dringlich', analog zu Korsikas oder dem baskischen Streben nach Unabhängigkeit. Sprechen wir aber von 'gleichen Rechten', ist das ein dringliches Problem. Die zionistischen Juden haben keine Möglichkeit, etwas gegen diese Forderung einzuwenden. Im inner-jüdischen Diskurs können sie sagen: 'Wie kannst du Juden und Nicht-Juden vergleichen', aber das können sie nicht laut im allgemeinen Diskurs sagen. Deshalb haben sie keine Verteidigung gegen unsere Forderung.

Im 'Hobbit' hatte ein Rabe den unbedeckten Punkt auf dem gepanzerten Körper des Drachen gefunden. So ist es bei mir auch - ich habe den verwundbaren Punkt in der Rüstung des zionistisch-geführten Diskurses gefunden. Jetzt brauchen wir einen Bogenschützen!"

Frage 3: „Kein Problem. Hier ist ein Bogenschütze. Ich denke, dass Du völlig Recht hast: Die zionistischen Juden und die ganze Welt haben keine Möglichkeit, etwas gegen die dringende Forderung nach Gleichheit einzuwenden. Sehr guter Punkt. Auch scheint es mir wesentlich, die In-Group-Diskurse zu sprengen und sie auf einen gemeinsamen Level zu bringen, auf eine Art, nun, eigentlich so, wie wir es hier machen. Also kann ich nur zustimmen: die Ein-Staat-Lösung ist in der Tat realistischer aus globaler Sicht.

Das bringt uns - bevor ich die Identitäten anspreche - zur Frage nach den Unterstützern und Duldern. Israel Shamir, Deine tiefen und leidenschaftlichen Schriften haben Dich in vielen Ländern bekannt und respektiert gemacht. Einige Leute werden Deine Idee mögen, andere werden dagegen sein. Wie ist das Klima für die Gleichheits-Staat-Vision im Jahr 2002 auf den jeweiligen Seiten?"

Israel Shamir: "Es gibt vier fünf große Gruppen zu berücksichtigen: Eliten, Bauern und Flüchtlinge auf der palästinensischen Seite, und Eliten sowie die ausgeschlossene Mehrheit auf der israelischen Seite. Vor einigen Jahren hatte diese Idee der Gleichheit nur sehr wenige Befürworter, weil die Leute gewöhnlich glaubten, ihre Führung hätte die Quadratur des Kreises durch die Fiktion einer Palästinensischen Nationalbehörde geschafft. Die Intifadah blies diese falschen Träume fort, und da begannen auch normale Israelis, zuzuhören. Die Hauptschwierigkeit ist der mangelnde Zugang zu Massenmedien, weil Zeitungen und Fernsehen in der Hand des politischen Gegners sind. Ansonsten sind die Israelis reif für die Lösung.

In den palästinensischen Eliten gab es vor zwei Jahren noch Hoffnungen, einen Mini-Staat zu erreichen, der seine Botschafter und Kultur-Attachés nach Übersee schicken könnte. Bauern und Flüchtlinge hatten keine andere Möglichkeit, ihrer Meinung eine Stimme zu geben, als durch die Intifadah. Die Intifadah machte deutlich, dass die Idee der Gleichheit für das einfache Volk passend ist, Bauern und Flüchtlinge auf der palästinensischen Seite, orientalische Juden, Russen, Siedler und Arbeiter auf der israelischen Seite. Die Eliten müssen noch gewonnen werden. Die Palästinenser im Ausland sind überaus bereit für die Idee, und nicht ohne Grund, es war die Idee von Edward Said. Die jüdischen Eliten in den USA sind eher feindselig, aber das ist zu erwarten: Sie sind der Hauptgegner. Um zu gewinnen, sollten wir sie neutralisieren, dadurch, dass wir bei den Menschen in den USA Anklang finden, bei den 'Goyyim', die sie verachten und manipulieren."

Frage 4: "Professor Edward Said von der Columbia University [heute gestorben, aaa] ist seit Jahrzehnten einer der anerkanntesten und brilliantesten palästinensischen Denker weltweit, das ist sicher ein Vorteil. Ich glaube übrigens nicht, dass die Medien in der Hand des politischen Gegners sind. Sie sind nur verunsichert wegen der Folgen des Zweiten Weltkriegs. Viele Leute können einfach nicht verstehen, dass Opfergruppen zu Tätergruppen werden können, dass Leiden und Schuld sich nicht gegenseitig

ausschließen. Diese Unsicherheiten werden von verschiedenen Gruppen instrumentalisiert. Gut, also wenn ich jetzt meinem Cousin, der in Burqin bei Jenin lebt, erzähle, dass wir einen Staat machen, wird er sich vermutlich mit dem Finger an die Stirn tippen und mich seltsam ansehen. Er wird etwas sagen in dieser Art: 'Ich möchte nicht die israelische Identität annehmen! Möchte nicht den israelischen Pass, möchte nicht mit dieser furchteinflößenden weiß-blauen Flagge leben! Und sie werden betrügen, wie sie es immer getan haben. Wie kann ich meine palästinensische Identität finden, wenn ich sogar eine israelische Identität annehmen muss, die ich nicht mag! Wo ist die Unabhängigkeit, wo ist die Gerechtigkeit? Und wer werden die Soldaten von diesem Land sein, und wie soll es überhaupt heißen?!' Was soll ich diesem Mann sagen?"

Israel Shamir: "Was den ersten Teil Deiner Frage angeht: Die Medien SIND zu weiten Teilen in den Händen des Gegners in den USA und etwas weniger, jedoch noch immer in einem beachtlichen Ausmaß anderswo, inklusive Deutschland. Die aktuelle Affäre um Jamal Karsli ist nur eine Erinnerung an diese Macht, siehe meinen Essay 'Der Spatz und der Käfer' (auf Englisch).

Was Deinen Cousin in Burqin angeht, er hat keine besonders große Auswahl. Es ist ja nicht so, dass die Palästinenser gemütlich da sitzen und ihre eigene Wahl herausuchen können, in Palästina glücklich bis ans Ende ihrer Tage ohne Juden leben zu können oder dergleichen. Die Wirklichkeit sieht anders aus. Ich zeige den Palästinensern, wie sie den Krieg gewinnen und zum Frieden kommen können, weil ich sicher bin, dass es die beste MÖGLICHE Lösung ist. Ein Mann aus Burqin käme vielleicht mit der Westbank aus, aber was will er den Flüchtlingen im benachbarten Balata sagen?

Die im Land geborenen Palästinenser werden eine dünne Mehrheit sein, also könnten sie viele Dinge initiieren. Sie könnten sogar die Flagge ändern und in der Armee dienen. Was den Namen angeht, es gibt Suomi-Finland, Eire-Irland, und es könnte Palästina-EI geben, wie in der Zeit der Briten. Was die Identität angeht, so haben die Palästinenser viel mehr wirkliche Kultur als die Juden, und daher bin ich sicher, dass sie den sich ergebenden Kulturkampf gewinnen werden. Palästina wird unabhängig sein - vom Jordan bis zum Mittelmeer."

Frage 5: "Ich bin zuversichtlich, dass die Zeiten für Veränderung gekommen sind. Der Diskurs war lange Zeit voller Abstraktionen. 'Gleichberechtigung' ist ein präziser Wert, viel präziser als 'Staat'. Wenn die Palästinenser gleichberechtigt sind, werden sie ihre Stimmen, ihre Politiker und ihre Eliten einbringen können. Ja, ich kann diese Meinung sogar mit meiner nationalen Liebe für Palästina in Einklang bringen. Jerusalem, Ramallah, Nablus, Jenin und die anderen Städte werden immer palästinensische Städte sein, palästinensische Künstler werden immer palästinensische Künstler sein, und palästinensische Rechte werden immer palästinensische Rechte sein. Nur dass es dort Freiheit geben kann, wo jetzt Unterdrückung herrscht. Wir brauchen den Frieden und wir rufen alle Menschen mit Gewissen dazu auf, Gewalt zu verurteilen und friedlich für die Schaffung einer besseren Welt zu handeln.

Lieber Israel Shamir, vielen Dank für dieses Schach-Interview. Hast Du ein Schlusswort und Anregungen für weiterführende Lektüre im Netz, sei es auf www.israelshamir.net oder anderswo?"

Israel Shamir: "Lieber Anis, ich möchte meinen palästinensischen Brüdern und Schwestern sagen, dass sie sich ihres großen Vorteils sicher sein können: ihrer Liebe zum Land Palästina, zu seiner einzigartigen Landschaft und seiner Kultur von der Bibel bis Mahmud Darwish. Die 'jüdische' Bevölkerung von Palästina hat keinen einheitlichen kulturellen Hintergrund, und sie wird letztlich integriert werden - oder willentlich fortgehen, oder anders. Die kanaanitischen Denker des zionistischen Israel (Boaz Evron, um nur einen zu nennen) haben bereits über Integration nachgedacht, haben aber arroganterweise geglaubt, dass es auf der Basis der jüdisch-hebräischen Kultur geschehen könnte. Jetzt sehen wir, dass dies nicht passieren wird, denn die hebräische Kultur ist zu schwach. Übernimmt die Führung, Palästinenser, und führt uns zu einem Palästina, wo Jaffa und Haifa so palästinensisch sein werden wie Nablus und Ramallah, wo wir alle willkommen sein werden. Gleichheit wird uns allen eine glückliche Zukunft garantieren. Was die weiterführende Lektüre angeht: mehr und mehr Leute kommen zu dieser Idee, durch

Osmose."

Das Interview wurde geführt zwischen dem 26.09. und dem 03.10.2002.
<http://www.anis-online.de/pages/_orient-online/tale-of-two-states.htm>

VIEILLES TRADITIONS AMÉRICAINES

Des atrocités dans le camp de la liberté

C'était une occupation aux fins de «libération». Ainsi l'avait compris le colonel Harrison, de l'armée de terre américaine, en prenant le contrôle de la ville de Sinchon, à une centaine de kilomètres au sud de Pyongyang, le 17 octobre **1950**.

La guerre faisait rage depuis six mois. Les troupes nord-coréennes, encadrées par des militaires soviétiques, s'étaient repliées dans l'extrême nord de la péninsule. Le colonel Harrison -- l'histoire locale n'a pas retenu son prénom -- était possédé d'une mission, formulée sans ambages à ses troupes et à la population: «Mes ordres ont force de loi, et quiconque les outrepassera sera puni. Détruisez tous les bandits rouges afin de libérer la Corée du Nord des communistes. Il convient de tuer tous les fonctionnaires communistes, ainsi que leurs subalternes et domestiques, leurs sympathisants et leurs familles.»

La reproduction de l'ordre exposée au «musée des atrocités» commises par les forces américaines pendant la guerre et le reste de la documentation et des preuves matérielles rassemblées là ne laissent aucun doute: ici, **des soldats américains se sont conduits avec une sauvagerie qui leur vaudrait aujourd'hui des poursuites en justice internationale pour crimes de guerre.**

Le premier massacre eut lieu dès le lendemain de l'installation des Américains: 900 hommes brûlés vifs dans une cave cimentée, par le plafond de laquelle des soldats jetèrent de l'essence avant d'y mettre le feu. Les parois sont demeurées noircies par l'incendie.

Trois jours plus tard, 520 hommes furent dynamités d'un coup. La guide, une dame d'une soixantaine d'années, égrène les horreurs en pointant les preuves: 70 femmes tuées tel jour; tel autre, 2 000 femmes jetées avec leurs enfants depuis un pont, enchaînées par groupes à des lests, noyées dans la rivière; telle dirigeante syndicale ou sympathisante communiste sexuellement violente avant d'être mise à mort; des instituteurs, des élèves modèles...

A la mitrailleuse

L'armée américaine conserva le contrôle de la ville pendant 52 jours. Dans chacun des 31 arrondissements qui dépendent de Sinchon, se trouve au moins un tumulus de forme ronde, forme coréenne de la tombe aux victimes anonymes, sous lequel reposent les restes des suppliciés. Près du principal, 400 mères et une centaine d'enfants ont péri, **assassinés à l'essence par les militaires américains.**

Les chromos monstrueux de la propagande nord-coréenne en rajoutent naturellement, sans pour autant remettre en question les faits rapportés dans le musée. La guerre de Corée fut d'une violence **dont l'histoire n'a guère gardé la mémoire.** Selon les autorités nord-coréennes, 5.664 personnes furent tuées de la sorte à Sinchon, et un total de 38.000 dans les districts avoisinants -- un quart de la population des environs.

En Corée **du Sud**, d'autres accusations de massacres de civils sont portées contre l'armée américaine. Le 26 juillet 1950, trois cents habitants -- femmes et enfants principalement -- ont été tués à No Gun-ri, à 130 km au sud-est de Séoul. A la suite d'une enquête de l'agence Associated Press, en 1999, **le Pentagone s'est résolu à confirmer** qu'une unité de la 1^e division de cavalerie avait bien tiré à la mitrailleuse sur des réfugiés passant sur un pont de chemin de fer, causant «la mort tragique de plusieurs centaines de civils».

Dès 1953, une commission «internationale» de juristes principalement américains (plus ou moins en phase avec Moscou) a enquêté, à Sinchon notamment, en vue de tenter de saisir les Nations unies du dossier. Le colonel Harrison, qui se faisait photographe en vainqueur sur les charniers de «bandits rouges», n'a jamais été poursuivi. Et l'ONU n'a plus jamais entendu parler **de crimes de guerre** commis par le camp de la liberté en Corée.

Francis Deron
Le Monde, 25 juillet 2003.

C'est ce qu'ils veulent pour l'Irak: pas de mémoire !!

NN

@@@@** U.S. Nuclear policy and depleted uranium**
Testimony at the June 28, 2003, public hearing for the international criminal tribunal for war crimes in Afghanistan, Chiba, Japan
by Leuren Moret <leurenmoret@yahoo.com>, president, scientists for indigenous people, City of Berkeley environmental commissioner, past president, Association for Women Geoscientists,
<<http://traprockpeace.org/TribTest062803.html>>

@@@@** Le manifeste "judéo-nazi" d'Ariel Sharon: version anglaise:**
<<http://www.voicesofpalestine.org/ArielSharon.asp>>

@@@@** The Thirteenth Tribe** (La treizième tribu), l'histoire des Khazars, d'Arthur Koestler, ancien communiste, ancien sioniste, ancien tout, en anglais, à lire page après page:
<<http://198.62.75.1/www2/koestler/>>

@@@@** Chickenhawk.** The Military records of George Walker Bush: These documents were obtained using the processes outlined in the Freedom Of Information Act.
<<http://users.cis.net/coldfeet/document.htm>>
Interview With The Author, *Fortunate Son: George W. Bush and the Making of an American President*: J. H. Hatfield charges that President Bush was arrested in 1972 for cocaine possession and that Bush's father George Sr. used his political connections to have his son's record expunged.
<<http://www.informationclearinghouse.info/article4422.htm>>

@@@@** Israel Continues to Deny Visas to Catholic Religious.**
Vatican City, July 30, 2003 (Zenit.org).- Israel continues to deny visas to religious wishing to enter the Holy Land, despite the commitments assumed with the Apostolic Nuncio, Father Giovanni Battistelli lamented.
"We are unable to obtain from the Israeli government entry and residence visas for Religious," Father Battistelli, superior of the Franciscan Custody said in an interview with SIR, the Italian Episcopal Conference news service. "Despite the agreements signed between the Holy See and Israel, difficulties always arise," he said.
The HolyLand and Christian Ecumenical Foundation
<<http://www.hcef.org/news/news/index.cfm/dsp/newsview/itemid/999.htm>>
Zenit, 4 août 2003

@@@@** Palestine Solidarity Review.** Premier numéro, été 2003: <<http://psreview.org/>>
Cette revue soutient:
- the full decolonization of all land in Palestine/Israel.
- the end of military rule in the West Bank and Gaza.
- the return of 50 plus years of cleansed refugees.
- an end to the Zionist system of Apartheid and discrimination against the indigenous Palestinian population in all of Israel/Palestine, etc.

@@@@** Andreas von Bülow, Die CIA und der 11. September,** Piper Verlag, 270 p. 13 euros.

Vehement widerspricht von Bülow der offiziellen Version der Anschläge vom 11. September. Ohne geheimdienstliche Unterstützung war eine solche Operation nicht möglich. Lügt die CIA ? Die Spur der 19 muslimischen Selbstmordattentäter fällt in sich zusammen.

@@@@**** 9-11 Special Reports
<<http://www.gaianxaos.com/SpecialReports.htm>>

@@@@**** Official figures:
The number of Americans who died in World War II is 407,316. An additional 786,301 were wounded.

@@@@**** On the lamentations and Sumerian literature generally, see the Electronic Text Corpus of Sumerian Literature (ETCSL):
<www-etcsli.orient.ox.ac.uk> (lamentations at:
<catalogue/catalogue2.htm#LAMENT>.

@@@@**** **Camwatch.** [Carnegie Mellon Univ. Surveillance Project] 10.000 caméras de surveillance, à votre portée... celle de Times Square à New York est impressionnante, elle est à hauteur de trottoir, on s'y croirait !
<<http://privacy.cs.cmu.edu/dataprivacy/projects/camwatch>>

@@@@**** Tout sur le 11 septembre, le terrorisme international et tout ça, **en turc.**
<http://www.teror.gen.tr/turkce/abd/11_Eylul/makaleler/index.html>
Pour les ignares, il y a aussi une version anglaise:
<<http://www.teror.gen.tr/english/index.html>>

@@@@**** Giladi, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, écrit que le "sionisme cruel" (mot de Ben Gourion) a obligé les juifs irakiens à quitter l'Iraq, la terre du lait et des dattes.
<http://www.bintjbeil.com/E/occupation/ameu_irajews.html>
Aussi:
<http://www.mepc.org/public_asp/journal/9012_corrigan.asp>

@@@@****. Excellent resource site on Palestine
From Occupied Palestine.Org
<<http://www.fromoccupiedpalestine.org/node.php?id=593>>

@@@@**** **Dérailage.**
An Open Letter to Michael Moore: You Are Way Off Base About Wesley Clark
by Terry Lodge, *CounterPunch*, September 17, 2003

I've long appreciated your work, your politics and your writings. And precisely because of that, I'm surprised by and disappointed in your solicitation of Wesley Clark's candidacy for the Democrat nomination for President. **Wesley Clark is a war criminal.** He commanded the U.S. forces and the whole NATO mission in the Kosovo war, which from the allies' perspective, was a stunning bombing campaign. Toward the end of the conflict, he very nearly touched off a major global confrontation when he ordered NATO forces to attack an airfield where a Russian force had landed with the intention of injecting themselves on the side of the Serbs to halt the butchery. Had Clark's order been followed, it would have touched off the most dangerous Russian-U.S military confrontation since the Cuban Missile Crisis in 1962.
<<http://www.counterpunch.org/lodge09172003.html>>

@@@@**** **Des questions** à Mohammed Latrèche:
<http://www.geostrategie.com/cojit_content/verbatim/QuestionsMohammedLatrèchepr.shtm>

@@@@**** **Encore** une lecture affligeante sur:
<<http://www.gebladerte.nl/v01.htm>>
Ils voient des antisémites partout, mais ils se gardent bien de revendiquer les horreurs du sionisme appliqué. De Leyde.

@@@@** CHRONIQUE DE GUANTANAMO**

N°29 • 25 septembre 2003

Cette chronique hebdomadaire est éditée et diffusée par le Collectif Guantanamo, 5 rue de Douai, 75009 Paris. Courriel:

<xraydelta@lvo.info> • Tél. 06 13 99 28 86. Informations publiées par le site:

<<http://quibla.stcom.net/>>

@@@@** Propaganda: Did Goebbels Write The Bush Administrations speeches?**

There are striking similarities in these two examples.

<<http://www.informationclearinghouse.info/article4433.htm>>

@@@@** Why Has Our Military Refused to Show This Training Video To Our Troops Now Serving In Iraq? Depleted Uranium Hazard Awareness:**

<<http://www.informationclearinghouse.info/article3581.htm>>

The U.S. Government's Silent Genocide:

History will recall the U.S. legacy in Afghanistan -- to capture one man, an entire nation of innocent people were sentenced to a slow, painful death **by low-level radiation sickness.**

<<http://www.informationclearinghouse.info/article4075.htm>>

@@@@** Une interprétation prophétique de la chute de Jérusalem en 70 de notre ère:**

<<http://www.preteristarchive.com/StudyArchive/s/significance-of-ad70.html>>

@@@@** Les apprentis sorciers.** La façon dont on décontamine Fort Detrick, le centre des anciens essais sur les armes chimiques et biologiques américains. Une bombe à retardement, et surtout un vaste bordel où la bureaucratie a perdu les pédales. L'Amérique ne sait pas ce qu'elle fait et oublie tout au fur et à mesure. Ils n'ont pas plus de cervelle que les personnages de Disney:

<<http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A42036-2003May26¬Found=true>>

+++++

WARNING ! US GOVERNMENT TOTALITARIANISM. We're Sorry! Due to National Security concerns, we are unable to tell you if your Internet surfing habits, passwords and e-mail content are being monitored by federal agents; please act appropriately.

In accordance with Title 17 U.S.C. section 107, this material is distributed without profit or payment to those who have expressed a prior interest in receiving this information for non-profit research and educational purposes only. Chi NON DESIDERA ricevere nostre segnalazioni ci invii una mail a >gazettegb@yahoo.fr<

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la Gazette du Golfe et des banlieues, faites-le savoir à >gazettegb@yahoo.fr<

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to >gazettegb@yahoo.fr<

Les anciens numéros sont en ligne à

><http://ggb.0catch.com><

Former issues are on line at the above URL.